

Alizé Wonder

Fascinations



« Menace fasciste », « fascisation », antifascisme
et autres pièges démocrates pour empêcher la révolution



« *Il n'y a pas et il n'y aura jamais de dialogue ou de compromis possible
avec l'extrême droite* »

L'antifasciste Jacques Chirac, in *Mémoires*.

« *En matière d'État, il faut tirer profit de toutes choses,
et ce qui peut être utile ne doit jamais être méprisé.* »

Cardinal de Richelieu, in *Maximes d'Etat*.





Antifascisme tendance printemps-été-automne-hiver. Menace fasciste matin-midi-soir. Ces derniers temps, l'antifascisme est sur toutes les lèvres, dans tous les tracts, dans tous les discours. En juin 2024, suite à la dissolution de l'Assemblée Nationale, toute la gauche électorale avait réussi son racket en se targuant d'être le seul rempart possible contre le fascisme lors des législatives avec l'argument bien connu de l'union sacrée, bien aidée par toute une partie du « milieu radical », prompt à se faire le relais de la propagande du Nouveau Front Populaire (NFP) sur la base de « l'urgence » de la situation. Sans surprise, les antifascistes d'extrême gauche proches des Insoumis et des milieux radicaux comme la Jeune Garde rejoignaient alors le NFP et appelaient officiellement à le soutenir dans les bureaux de vote en faisant barrage et d'autres comme l'AFA-PB surfaient sur la vague en déclarant vouloir construire une « riposte populaire de rue » (sic) en soutien à la lutte contre l'extrême droite qui, en ces temps d'élections, ne trompait personne sur l'objectif électoraliste d'une telle manœuvre. Pour ne pas perdre la face (le vernis c'est important), une partie de cette gauche de la gauche prétendument révolutionnaire se rassurait comme un ado en manque de virilité tâtant ses muscles devant son miroir : « On appelle au vote ok, mais juste pour cette fois », « On vote NFP sans être dupe, mais après on pousse dans la rue pour les forcer hein ! ». On commence à les connaître ces rododromes...

Le résultat depuis ? La paix sociale. Pas plus, pas moins. Pas grand monde dans la rue, pas de mouvements sociaux (le dernier exemple en date de ce qu'on peut appeler une journée de mobilisation, le fameux « 10 septembre », fut un pétard mouillé comme la gauche sait si bien en produire), des luttes parcellaires trop peu rejointes et certains se perdent même à vouloir soutenir des exploiters agricoles luttant pour leurs business. Et les traditionnelles et lénifiantes joutes médiatiques et politiques de l'alternance gauche-droite ponctuées de remaniements gouvernementaux, qui nous répugnent autant qu'elles nous font bailler, s'enchaînent. L'innocuité ou même la presque inexistence des mouvements de luttes actuellement (en France) dépend de beaucoup de facteurs que nous ne pouvons pas détailler ici (et nous n'avons pas la prétention, par ailleurs, de connaître tous ces facteurs ou encore moins de savoir les expliquer). Nous ne voulons ici que discuter, critiquer, proposer des pistes de réflexion sur une des manières d'envisager la lutte et l'intervention qui nous semble aujourd'hui privilégiée par les aires à prétention subversive : l'antifascisme.



L'antifascisme a acquis aujourd'hui le statut de mode dans les milieux de la gauche molle ou radicale. Depuis longtemps déjà, la question de « l'urgence de la menace fasciste » ou de la « fascisation » est une partie essentielle du discours de la gauche parlementaire et extra-parlementaire pour booster et attirer la participation électorale dans ses filets (surtout depuis la présence récurrente de l'extrême droite au deuxième tour des présidentielles et sa présence renforcée dans l'hémicycle) ou recruter dans les partis. Depuis quelques années, ce discours s'est accompagné d'un nouveau concept théorique, jamais vraiment défini, toujours flou, ce qui permet d'y faire rentrer un peu tout et n'importe quoi : la « fascisation » (ou les dérivés « néofascisation », « sous-fascisme », « nouvelle fascisation » etc.). Il apparaît utile et nécessaire aujourd'hui de produire une analyse de ces discours qui prennent de plus en plus de place jusqu'à faire craindre l'ensevelissement de la perspective révolutionnaire et l'achèvement de la fusion des aires à prétention subversive avec la gauche. Les critiques révolutionnaires de l'antifascisme ne sont en aucun cas nouvelles ni inédites depuis les années 30. Certaines se sont égarées parfois dans des chemins peu recommandables comme dans la tendance bordiguiste de l'ultra-gauche, dont une partie a fini dans des marécages carrément gerbants (une partie de l'ultra-gauche a dérivé vers le négationnisme et a défendu son icône R. Faurisson)¹. Certaines sont restées absolument pertinentes et émancipatrices (on se reportera à ce propos à quelques recommandations de lecture laissées en fin d'article). Il s'agira ici de s'inspirer de ces dernières en les adaptant aux conditions actuelles, de proposer des pistes de réflexion sur le sujet et éventuellement de provoquer un débat que nous espérons fécond, surtout alors que nous voyons venir la vague des chantages démocrates antifascistes pour presser tous les récalcitrants à voter pour le parti de gauche à la mode en 2027. C'est aussi parce que nous participons à certains espaces antifascistes auto-organisés, espaces qui nous semblent dignes d'intérêt aujourd'hui et dans lesquels il est possible de susciter la discussion autour de la perspective qu'ils se donnent, que nous désirons participer à l'élaboration collective par les réflexions présentes dans cette brochure.

On se propose donc ici de faire une analyse critique des discours actuels sur la question de l'antifascisme (et donc de la « menace fasciste » et de la « fascisation ») et de ce qu'ils charrient comme vision plus globale sur le Capital, l'État et la lutte contre ceux-ci puis de faire quelques propositions de réflexions sur la question concrète de l'organisation.

1 Sur le négationnisme d'ultra-gauche et/ou le négationnisme en général :

Jacques Baynac, *La gangrène*, 1980

Louis Janover, *Nuit et brouillard de révisionnisme*, 1996

Pierre Vidal-Naquet, *Les assassins de la mémoire*, 1981 puis 1987 et 2005 (Pierre-Vidal Naquet a enrichi et remanié plusieurs articles au fil des années).

Voir aussi le site phdn.org (Pratique de l'Histoire et Dévoilements négationnistes) administré par Gilles Karmasyn.

Quelques précisions liminaires sur le fascisme et la situation actuelle

A en croire certains commentateurs actuels de la gauche plus ou moins radicale, une multitude de serviteurs de l'État et de ses institutions, des patrons ou de personnalités politiques diverses seraient « fascistes » ou « fascisants ». Macron ou ses ministres sont parfois dépeints en avatars mussoliniens, la police de la République serait une milice de chemises noires, les Centres de Rétention Administrative (C.R.A) des forteresses fascistes ou des camps de concentration, les patrons tous des potentats quasi-nazis. Ces discours sensationnalistes et inflationnistes pourraient être considérés seulement comme de futiles et ridicules érucations gauchistes qu'on laisserait volontiers de côté, s'ils ne s'étaient pas généralisés et s'ils ne gangrenaient pas les aires à prétention subversive. Les discours sur « l'imminence du fascisme », sur la « fascisation extrême » de la société ont plusieurs sorts dont il s'agit ici de faire une rapide analyse.

Pour commencer, on pourrait rappeler ces quelques évidences, avant de poursuivre plus précisément : Macron n'a rien d'un fasciste, malgré ses compromissions droitières (ne faudrait-il pas rappeler que la droite n'est pas le fascisme ?), mais a tout d'un libéral réaliste des plus politiciens qui, parce qu'il sent bien le vent tourner, s'est associé raisonnablement avec des franges de plus en plus proches de l'extrême droite. La police, dont on ne doute pas qu'elle est composée en bonne partie de beaufs racistes et de faillons qui se sentiraient comme des poissons dans l'eau dans une dictature, servirait humblement la gauche si demain elle était au pouvoir, conformément à sa mission. Ce qu'elle fait tous les jours, maintenir l'ordre et protéger la propriété privée ou publique, par la surveillance, la matraque ou le flingue, n'est en rien une exception fasciste, mais la normalité de la démocratie, ou en général, du pouvoir d'État. Les CRA et autres systèmes de gestion de l'immigration ne sont pas non plus un dispositif fasciste mais une invention démocrate pour réguler l'immigration et l'adapter aux besoins de l'économie nationale : garder une partie des immigrés dans une situation précaire pour les corvées des patrons, en expulser une autre, la plus indésirable, et apprendre la peur à tous. Ce n'est même pas l'extrême droite, ni la droite conservatrice, qui les a inventés, mais bien la gauche, socialiste et mitterrandienne (le passage au pouvoir de la gauche plurielle ou de Hollande n'a en rien changé la chose de la même manière qu'un passage au pouvoir de Mélenchon après-demain n'y changerait rien). Le passage du conservateur proche des milieux cathos traditionalistes Bruno Retailleau au Ministère de l'Intérieur, en raison d'un arrangement politique pragmatique et d'une conciliation du parti à la tête du gouvernement avec des franges plus conservatrices de l'hémicycle, n'a pas fait basculer la France dans le fascisme (d'ailleurs, il est parti du gouvernement depuis, mécontent du choix du nouveau Premier Ministre, sans tenter une quelconque manœuvre pour y rester, preuve de son respect du bon fonc-



tionnement démocratique). Le passage de Charles Pasqua (gaulliste ayant dirigé le SAC² et ayant fondé plus tard le RPF avec Philippe de Villiers) à la tête de ce même ministère sous la cohabitation n'a pas eu cet effet là non plus.

Toutes ces confusions diluent, aplanissent, relativisent ce qu'ont pu être les régimes fascistes, nazis et autres dictatures atroces, et leurs atrocités. Cela serait un fier service rendu à l'intelligence collective si tous ceux qui usent de tels discours relativistes s'asseyaient ne serait-ce que quelques heures devant un livre d'histoire, un témoignage ou un documentaire racontant en détail les massacres perpétrés par les SS ou les Einsatzgruppen, par les troupes armées italiennes en Ethiopie ou par les différentes polices politiques des régimes totalitaires.

En plus de ces précisions premières, et au vu de la confusion qui règne autour de cette notion, il faut définir ce que nous appellerons fascisme dans la suite de ce texte. Au sens le plus strict, le fascisme désigne le régime installé en Italie par le Parti National Fasciste (PNF) et son dirigeant Benito Mussolini de 1921 à 1943. En réaction aux valeurs d'émancipation de la fin du XIX^{ème} siècle (communisme, anarchisme, socialisme, socialisme utopique mais aussi, vu de l'époque, positivisme et libéralisme) mais aussi toutes les idéologies fondées sur l'émancipation et l'individu, et à l'idéal démocratique, le PNF instaure une dictature contrôlée par un parti unique avec sa police politique et un contrôle exacerbé de la population, autant dans la sphère publique que privée. L'idéologie fasciste est fondée autour de l'idée de communauté unique fortement hiérarchisée et rassemblée autour de l'État et de la nation. Elle est popularisée par une propagande organisant le culte du chef suprême et par des structures visant l'embrigadement des masses, notamment de la jeunesse. En matière d'économie, l'État gère, grâce à un fort centralisme, une politique dirigiste et l'institution de corporations entièrement à son service. Mussolini résume le fascisme dans la formule : « *Tout dans l'État, rien hors de l'État et rien contre l'État* »³. Le fascisme contient aussi le projet de l'établissement d'un Homme Nouveau : un homme du peuple, héroïque, viril, entièrement dévoué à l'État et à la communauté nationale italienne, à l'image du paysan-soldat de la Rome antique (théorie de l'Homme Nouveau qui explique aussi une forte dose d'eugénisme et le ralliement au racialisme nazi dans les années 30). Au-delà du régime originel, le qualificatif de fascisme a été utilisée par extension pour désigner les régimes instaurant un système politique associant populisme, nationalisme et autoritarisme exacerbé au service d'un idéal collectif suprême. Le fascisme peut ainsi être utilisé pour qualifier aussi le III^{ème} Reich nazi, et par extension le régime de Vichy ou

2 Le Service d'Action Civique (SAC) était un service d'ordre chargé aussi des basses œuvres (tabassages et assassinats de manifestants ou de militants politiques) pour le parti gaulliste du RPR. Il a été utilisé sous les présidences du Général de Gaulle et de Valéry Giscard d'Estaing.

3 *Discours à la Chambre des députés*, 26 mai 1927, repris dans son livre *La Doctrine du fascisme* (dont une partie a été écrite par le philosophe Giovanni Gentile).



d'autres régimes collaborationnistes européens comme celui des Croix Fléchées en Hongrie, mais aussi le régime franquiste en Espagne, le régime des Oustachi en Croatie, certaines dictatures militaires (Pinochet au Chili ou la junte au Brésil). Tous ces régimes ont été au pouvoir au XX^{ème} siècle (d'autres mouvements proches du fascisme n'ont pas réussi à parvenir à la tête de l'État malgré leur popularité et leur puissance comme la Garde de Fer en Roumanie par exemple) et se sont souvent installés dans des périodes de crise aiguë. Par rapport au régime fasciste italien, ces régimes ont des caractéristiques communes (nationalisme, surveillance et répression politique forte, monopartisme, idéologie réactionnaire, irrédentisme, propagande) mais aussi des spécificités (rapport au racisme, au racialisme et à l'eugénisme, à la religion, organisation et planification économique...), ce qui explique que les spécialistes ne sont pas toujours d'accord sur la qualification fasciste de tel ou tel régime.

Pour rassembler les régimes politiques du XX^{ème} siècle à parti unique et exerçant un contrôle extrêmement fort sur la vie publique et privée, la notion de totalitarisme peut aussi être employée. Elle permet de qualifier les régimes précédemment nommés (Mussolini revendiquait l'aspect totalitaire du fascisme⁴) mais aussi les régimes communistes d'État comme l'URSS bolchevique, la Chine maoïste, la Corée du Nord ou le régime des Khmers rouges au Cambodge (qui avaient également leur concept d'Homme Nouveau comme l'*homo sovieticus* d'Alexandre Zinoviev). Le concept de totalitarisme exprime l'idée que la dictature du parti unique et son monopole idéologique ne s'expriment pas seulement dans la sphère publique mais s'immiscent pleinement dans la sphère privée par la propagande, par l'embrigadement de la jeunesse, par l'appel à la participation des individus via la délation ou le contrôle coercitif quadrillant ainsi la société dans son ensemble. Les marginaux et les récalcitrants à la communauté unique sont ainsi désignés ennemis de celle-ci (et subissent la « rééducation » par l'emprisonnement, la torture, la déportation, le travail forcé ou l'élimination)⁵. Le système concentrationnaire (comme les camps de concentration nazis ou les camps du Goulag bolchevique) est un symbole des systèmes totalitaires. On pourrait aussi inclure aujourd'hui d'autres États autocratiques comme par exemple l'ancien régime d'Assad en Syrie, la junte birmane, la Russie de Poutine ou la théocratie iranienne actuelle, qui présentent des caractéristiques semblables.

4 « *L'Etat ne représente pas un parti, l'Etat représente la collectivité nationale, il comprend tout, il est au-dessus de tout, protège tout et se dresse contre quiconque porte atteinte à son imprescriptible souveraineté* », Mussolini lors d'un discours à Udine le 20 septembre 1922.

5 Certains ont aussi rapproché ces régimes par l'appellation « fascisme rouge » comme le communiste conseiller Otto Rühle dans son livre *Fascisme brun, fascisme rouge* (1939) ou dans son texte *La lutte contre le fascisme commence par la lutte contre le bolchevisme*.



Le vocable « faf » (qui signifie « France aux Français », un des cri de ralliement de l'extrême droite depuis la fin du XIX^{ème} siècle) sera aussi utilisé dans ce texte. Il désigne globalement les militants de l'extrême droite xénophobe, raciste et antisémite, ce qui va bien souvent de pair avec le masculinisme, l'homophobie et la transphobie. Le terme « faf » englobe donc quelque chose de plus large que ceux qui se réclament directement du « fascisme ».

Aujourd'hui, le mot fascisme et ses dérivés, comme nous l'avons dit précédemment, semble utilisé à tort et à travers pour désigner grossièrement toute intervention répressive politique *normale* de l'État ou tout discours l'appelant. Nous pensons qu'il est important que ce mot garde un sens assez restrictif et ainsi il sera utilisé ici pour désigner le type de régime totalitaire promouvant une idéologie d'extrême droite populiste, antilibérale et réactionnaire (à l'image donc du fascisme italien ou du nazisme). Il va sans dire que tout régime totalitaire, toute idéologie confondue (y compris ceux se réclamant du communisme), ne peut être qu'un ennemi de la Révolution mais il s'agira ici de se concentrer sur les régimes ou idéologies concernés par les discours et pratiques antifascistes actuels.

J-3, J-2, J-1 avant le fascisme : risque imminent ou fantasme ?

Que peut-on penser de la menace imminente du « retour du fascisme », que les démocrates agitent constamment sous nos fenêtres ? On peut dire assurément que nous assistons aujourd'hui à une popularisation et une diffusion d'idées réactionnaires dans une partie de la société. Les fafs prennent la confiance et pas qu'en France : Frontières ou Némésis osent se ramener en manif ou devant des facs, les xénophobes en Angleterre, en Hollande, en Pologne, en Irlande, sortent au grand jour dans des manifestations à plusieurs dizaines de milliers ou se rêvent à remplacer les keufs et surveillent les frontières, les éditorialistes racistes aboient en continu sur certaines chaînes de télé, les nationalismes se radicalisent, et quelques groupuscules néo-nazis mènent de pitoyables actions de rue de temps à autre, sûrement plus qu'il y a quelques années (mais moins qu'à plein d'autres époques)⁶. La focalisation sur les « antifas », concept qui semble regrouper tout ce qu'avant le vocable policier « ultra-gauche » désignait, sur les plateaux télés et dans les conférences des ministres, comme groupes à abattre ou même « terroristes » (tel que décrété par l'administration Trump ou dans les médias suite à la mort du militant faf

6 Des années 70 aux années 90, les affrontements avec les militants fafs ou les skinheads sont par exemple plus fréquents que dans les années 2000 et 2010, où ces militants sont beaucoup moins nombreux et beaucoup moins actifs.



Q. Deranque en février 2026) a de quoi inquiéter tous ceux qui veulent se frotter à l'État. Mais peut-on pour autant dire qu'il y a une sérieuse menace fasciste dans un futur proche en France, au sens du retour des régimes fascistes et totalitaires du XX^{ème} siècle ?

Gardons la tête froide : ce discours est au moins exagéré (à dessein). Globalement, les partis héritiers de résidus plus anciens du fascisme ou du nazisme et du collaborationnisme, comme le RN en France, se sont institutionnalisés et se sont intégrés dans le champ de la démocratie républicaine, conformément à leurs objectifs initiaux de gagner en légitimité et en respectabilité afin de devenir un parti crédible pour gouverner, ce que l'on a appelé la « dédramatisation ». Le parti fondé par d'anciens SS ou des nostalgiques de Vichy et de l'Algérie française comme son fondateur Jean-Marie Le Pen, est rentré dans le rang (même si de vieilles têtes bien connues du RN vont toujours dîner avec des goudards) et est devenu l'avatar français d'une extrême droite populiste intégrée au fameux pluralisme démocratique qui a maintenant droit de cité dans bon nombre de pays. En réalité donc, la menace fasciste imminente agitée partout actuellement dans le monde politique français, de la gauche à certains macronistes, est davantage (dans les conditions présentes) la menace de l'arrivée de l'extrême droite à la tête de la démocratie que l'instauration d'un régime fasciste à proprement parler. Cette démocratie aurait probablement un accent plus autoritaire, plus dur peut-être sur l'immigration (et encore, on sait que la gauche au pouvoir a pu expulser plus de sans-papiers que la droite quand elle y était, malgré le discours apparemment humaniste porté par la gauche), davantage porteuse de projets délétères sur des questions importantes comme la liberté des personnes trans ou homosexuelles (comme dans la Hongrie de Orban par exemple) et avec une répression féroce des luttes sociales. Une des autres possibilités en cas d'accession au pouvoir d'un parti d'extrême droite est que les fafs radicaux se sentent quelque peu libérés et entreprennent davantage d'actions de rue pour chasser immigrés et autres déviants au regard de leur idéal dégueulasse. Et encore, les contradictions inhérentes à la nécessité de se maintenir au pouvoir dans un contexte républicain agirait comme autant de contraintes qui s'opposeraient aux poussées fascistes de certaines de leurs ouailles, le résultat dépendant de la force des poussées en question. En Italie, berceau du fascisme originel, le pouvoir est tenu depuis 2022 par une coalition de centre-droit dont le principal parti, *Fratelli d'Italia*, est une copie du RN en France (et Giorgia Meloni une copie de Marine Le Pen). L'arrivée au pouvoir de Meloni n'a pas provoqué de changement de régime. Sur l'immigration par exemple, alors que Meloni pendant sa campagne promettait d'instaurer un « blocus naval sur les côtes nord-africaines », l'Italie a finalement accordé des titres de séjour à 450 000 immigrés « extra-communautaires » (hors Schengen) pour « raisons de travail » dans le but de répondre aux pénuries de main d'œuvre de 2023 à 2025 (bien plus que ses prédécesseurs) et envisage de conti-



nuer de le faire en prévoyant d'accorder 500 000 visas de travail d'ici 2028. C'est en fait une véritable machine à créer de la clandestinité, du fait des lenteurs du lourd système administratif, qui jette les arrivants dans les griffes de patrons trop ravis de payer une main d'œuvre moins chère dans des secteurs clés en manque de bras : agriculture, tourisme, aide à la personne, restauration, bâtiment. Malgré ces chiffres, l'Italie n'hésite pas à construire des centres d'externalisation des demandes d'asile en Albanie et Meloni n'a pas changé son discours apparent farouchement hostile à l'immigration⁷, gestion de son électorat et de sa xénophobie oblige. Gestion de l'immigration entre permis de séjour fragile, clandestinité, mise au travail, précarisation, expulsions et externalisation du tri : rien ici qui ne soit pas déjà produit par notre bonne vieille démocratie parlementaire. Les besoins du Capital l'exigent, Meloni a garanti les conditions : « *Ce mécanisme d'immigration légale et contrôlée* » a été fait pour garantir « *la main-d'œuvre indispensable au système économique national* »⁸ nous dit le gouvernement italien lui-même. L'important, pour l'État italien comme pour les autres, n'est pas tellement de refuser tous les immigrés (elle ne le peut pas économiquement et matériellement parlant) mais de pouvoir au maximum contrôler qui vient et qui repart et à qui elle donne des titres de séjour ou non. Sans se prendre pour Nostradamus, nous pouvons envisager que si le RN passait au pouvoir demain, il nous proposerait probablement quelque chose du même acabit, vu l'évolution du parti vers la légitimité républicaine via sa dédramatisation. Plus que le modèle politique et idéologique fasciste, c'est la brutalité capitaliste et sa radicalisation généralisée qui semble se profiler aujourd'hui, avec l'extrême droite à la baguette ici, la gauche là-bas, le centre ailleurs. Ce qui est déjà en cours (outre le bellicisme toujours plus prégnant), c'est la poussée globale de tendances xénophobes dans la gestion des populations et de leur exploitation, des tendances qui dépassent largement les clivages des hémicycles. Au Danemark, la social-démocratie est au pouvoir et a depuis plusieurs années continué et même durci une des politiques migratoires les plus restrictives de l'Union Européenne, et se donne pour objectif de ne plus recevoir aucune demande d'asile⁹ (globalement, le Danemark a très grandement réduit les possibilités d'accès à des titres de séjour et à l'asile et a voulu conclure des accords avec le Rwanda pour externaliser la gestion d'une partie des arrivées). En Suède ou au Royaume-Uni des projets similaires sont évoqués. Aux États-Unis les services ICE, se comportant comme une milice, ont ostensiblement investi les rues pour chasser les migrants et réprimer les mani-

7 En février 2026, Meloni parle toujours d'imposer un blocus naval autour de la péninsule pour repousser les bateaux qui transportent des migrants ainsi que les ONG qui leur portent secours. Le 12 février, le Conseil des ministres a approuvé cette mesure phare de son projet de loi de lutte contre l'immigration clandestine.

8 « En Italie, Meloni ouvre les portes à 500.000 travailleurs étrangers supplémentaires », *Les Echos*, 1 juil. 2025.

9 Pour un rapide aperçu de cette politique continue depuis plusieurs décennies voir « Danemark : une politique d'asile et d'immigration de plus en plus restrictive » sur vie-publique.fr

festations jusqu'à l'utilisation d'armes à feu, absous par un discours médiatique narcissique et cynique comme sait si bien le faire l'administration Trump. Le Pérou a récemment déclaré l'état d'urgence et la mobilisation de l'armée et de la police pour tenter de contenir la probable arrivée massive de familles fuyant le Chili après l'élection d'un président d'extrême droite qui a lui-même annoncé une politique très dure envers les sans-papiers, notamment vénézuéliens. En France, les dernières dispositions prises par Retailleau quand il était au ministère de l'Intérieur portent leurs fruits : les régularisations sont en baisses drastiques du fait du durcissement des conditions d'accueil et de séjour¹⁰. Et tout nous dit que cela va s'empirer.

Sur la question du discours, ceux qui comparent les rhétoriques national-socialistes ou mussoliniennes avec celles des histrions actuels du RN sont simplement relativistes. Hitler, dans les années 30, avait déjà sorti *Mein Kampf* et ses discours étaient des condensés explicites de sa pensée raciste, antisémite, irrédentiste, ultranationaliste et emplie d'éléments *völkisch*. Aussi gerbant soit-il, le discours du RN sur les mauvais étrangers, appelés « OQTF » pour mieux les déshumaniser, qu'il faut expulser et « renvoyer chez eux », et les bons étrangers auquel il faut réserver une place mais seulement s'ils produisent, s'assimilent et ferment leur gueule, nous paraît néanmoins relever d'une autre dimension : celle de l'extrême droite de l'État démocrate gestionnaire de l'immigration. Enfin, le fascisme mussolinien et le nazisme s'appuyaient avant leur accession au pouvoir sur des troupes paramilitaires officiant en tant que services d'ordre, forces de répression des mouvements révolutionnaires ou sociaux-démocrates, milices combattantes de rues, groupes d'agitation censés appuyer l'ascension politique de leurs dirigeants : les *squadristi* pour Mussolini, et pour Hitler la SA (créée en 1921) et la SS (créée en 1925), organisation qui sera chargée de la gestion du système concentrationnaire et de la politique d'extermination du III^{ème} Reich après avoir été initialement chargée de la protection rapprochée d'Hitler. En cela, ils étaient aussi des mouvements massifs¹¹ avec une organisation et une action concrète de terrain. Fort heureusement (vu leur logique d'institutionnalisation), l'extrême droite française actuelle ne dispose pas de forces semblables (la Milice, créée par le régime de Vichy, supplétif de la Gestapo et s'occupant également du maintien de l'ordre, reste le dernier exemple en date d'une milice fasciste paramilitaire et institutionnalisée¹²). En France, on pourrait faire remonter aux années 60, avec Occident et Ordre nouveau, la dernière tentative un peu ambitieuse de

10 Le nombre de régularisations aurait baissé de 42% dans les neuf premiers mois de l'année 2025 par rapport à la même période pendant l'année 2024.

11 En 1932, les SA étaient environ 400 000.

12 Dans les années 60 et jusqu'aux années 80, d'autres organisations paramilitaires furent utilisées par l'État ou des partis au pouvoir, comme le SAC, déjà nommé plus haut dans la note n°2, ou les barbouzes utilisées par ce même parti en Algérie pour lutter contre l'OAS.



créer une organisation néofasciste. Aujourd'hui, les quelques Zouaves, Gudards, militants du Bastion social ou autres groupes fafs, s'ils sont liés parfois officieusement à des cadres du RN ou de Reconquête, sont bien loin en termes d'effectifs ou d'organisation des SA, des squadristes ou des ligues d'extrême droite françaises de 1934¹³. Ce sont souvent des groupuscules de quelques dizaines de personnes maximum qui sont contraints, à part quelques actions violentes de rue, de se contenter de maraudes pour « français de souche », de défilés folkloriques avec drapeaux et tambours sans débordements, de stickage et d'entraînements amateurs de sport de combats (et certains de ses groupes sont par ailleurs critiques de l'extrême droite institutionnelle, montrant par-là que ce « camp » est loin d'être unifié ou exempt de conflits internes). Les guignols de l'UNI ou de la Cocarde, s'ils font beaucoup de bruit, sont globalement des bourgeois incapables d'autre chose que de se faire bolosser devant les facs par les étudiants passant par-là révoltés par leurs obsessions. On est loin actuellement d'une force fasciste organisée qui pourrait appuyer réellement l'accession au pouvoir d'une Le Pen ou d'un Bardella comme l'ont fait les milices fascistes ou nazies des années 20-30. L'intégration du RN dans le jeu démocratique et politique les a marginalisés (ce qui explique par ailleurs qu'une partie du milieu néo-nazi ou plus proche de l'idéologie des fascismes d'antan peut être très critique du RN, considéré comme un parti de traîtres ou de vendus à la République). Les têtes de gondole de l'extrême droite ne comptent d'ailleurs pas sur ces groupuscules mais préfèrent de nos jours passer par le système électoral et la bataille culturelle, qui semblent être les seules manières d'envisager la politique aujourd'hui, de l'extrême droite à l'extrême gauche. Ainsi, si nous pouvons imaginer que l'État puisse prendre des formes bien plus autoritaires que celles que nous connaissons aujourd'hui (bien sûr, cela existe déjà dans beaucoup de pays), la menace fasciste qu'agite la gauche avec la référence aux régimes totalitaires des années 30 est un épouvantail destiné globalement à faire peur dans les chaumières pour vendre sa soupe. La seule possibilité pour qu'il y ait à nouveau un régime de type fasciste ou totalitaire qui puisse mettre à bas les institutions démocratiques installées depuis près de 70 ans en France serait par un « coup de force », à l'image de la marche sur Rome ou de la tentative des ligues fascistes en février 1934. La possibilité est plutôt celle de l'arrivée au pouvoir démocratique d'un parti d'extrême droite, qui, s'il est familier avec les groupuscules néofascistes et trempe souvent dans la nostalgie folklorique de ses aïeux, s'est institutionnalisé et entend maintenant régir l'État démocratiquement pour garantir ses objectifs nationalistes, xénophobes et conservateurs. L'ascension à la tête de l'État d'un parti d'extrême droite, fondé par des collabos, serait néanmoins un signe fort du pourrissement politique actuel.

13 Les Croix-de-Feu en France revendiquaient par exemple 450 000 membres en 1935 dont un nombre important d'anciens combattants, ce qui n'est pas anodin et ce qui contraste avec la composition sociale des petits groupes fafs actuels.

La « fascisation » et le fourre-tout conceptuel confusionniste

*Quid de la « fascisation » ? Il est difficile de considérer cet objet tant il a l'air de vouloir tout et rien dire à la fois, et tant il est employé à toutes les sauces. Littéralement, si l'on s'en tient à une définition très généraliste, cela signifierait « le fait de devenir fasciste, de rendre fasciste un pays, un régime politique »¹⁴. Selon d'autres observateurs plus spécialisés, les universitaires à l'origine de la notion, la « fascisation » représente une dynamique de diffusion généralisée des obsessions de l'extrême droite dans la société, qui, par voie de conséquence, nous entraînerait donc vers le fascisme à la tête de l'État, que cette dynamique soit volontaire ou non d'ailleurs. Cela représenterait globalement la propagation des idées et pratiques xénophobes, racistes, masculinistes, la « diabolisation de la gauche d'émancipation », « l'offensive réactionnaire contre les droits des femmes et des minorités » et la « complicité active des appareils "républicains" de droite comme de gauche » (les dernières citations sont tirés d'une présentation du bouquin du sociologue Ugo Palheta *Comment le fascisme gagne la France*, le « républicain » étant entre guillemets dans le texte pour indiquer le sérieux doute de l'auteur, Ugo Palheta, quant au caractère réellement républicain de ces institutions). Palheta ajoute aussi à cette liste les attaques physiques de groupuscules d'extrême droite (qui sont en fait marginales) et le harcèlement public de personnalités de gauche, mais aussi la traque des migrants par la police, la « restriction des libertés publiques » au nom de la lutte contre le terrorisme, l'interdiction des manifestations et l'intensification du quadrillage répressif des « quartiers populaires » et « l'impunité structurelle des violences policières »¹⁵. On a donc une définition très large de cette « fascisation » qui rassemble autant des éléments qu'on pourrait authentiquement appeler des résurgences néofascistes ou nostalgiques du fascisme, en tout cas partageant une matrice idéologique ou des pratiques semblables, assez esseulées ou discursives, que des pratiques qui représentent le cours normal de la démocratie et qui n'ont absolument rien d'inédit ni de fasciste. La « fascisation » est en fait un double mouvement selon Palheta : augmentation de discours ou de pratiques d'extrême droite (autant dans les partis de l'extrême droite institutionnelle que dans les groupuscules) et simultanément, « série de déplacements et transformations moléculaires, sur le plan idéologique et institutionnel qui préparent le terrain à la fois pour une victoire électorale de l'extrême droite et pour une transformation qualitative de l'État dans un sens autoritaire et raciste, déplacements et transformations que l'on peut résumer à travers le concept de fascisation »¹⁶. Dans un article¹⁷ sur le site-revue*

14 Définition du *Petit Robert*.

15 Ugo Palheta, *Comment le fascisme gagne la France ?*, La Découverte, 2025, p. 9-10 du prologue.

16 *Ibid.* p. 13-14

17 Ugo Palheta, « Fascisme. Fascisation. Antifascisme. », publié le 28 septembre 2020 sur *Contretemps*.



de critique « communiste » *Contretemps* dont il est le co-directeur (les guillemets sont ici rajoutées par les auteurs du texte que vous lisez présentement pour signifier qu'ils émettent de sérieux doutes quant au caractère « communiste » de cette revue, et de son codirecteur, qui publie Houria Bouteldja, fait la voiture-balai pour LFI et ses satellites et critique le « néolibéralisme » plutôt que le capitalisme), rédigé avec la collaboration de Stathis Kouvelakis, intellectuel organique de LFI et ancien membre du comité central du parti grec social-démocrate Syriza, Palheta précise la notion. Il indique que la « fascisation » est aussi la « *période historique* » qui prépare l'ascension des fascistes au pouvoir, notamment par voie légale. Une période dans laquelle nous serions donc, même si Palheta reconnaît lui-même que les différences sont bien marquées avec ce qui a préparé l'avènement des fascistes au pouvoir dans la première moitié du XX^{ème} siècle¹⁸ : « *Or, à ce stade du moins, la grande majorité des mouvements néofascistes ne se construit pas à partir de la mise en action de milices de masse et ne disposent pas de telles milices* »¹⁹. Palheta indique aussi dans l'introduction de son livre : « *Cela ne signifie pas pour autant que ces organisations constitueraient des mouvements fascistes de masse, cohérents et tout puissants, loin de là.* »²⁰. On a ici l'impression que Palheta ne sait pas sur quel pied danser entre sa volonté de comparer les formes actuelles de l'extrême droite française avec les fascismes d'antan et sa relative honnêteté qui l'amène à reconnaître que ces deux versions, si elles ont un folklore et des éléments idéologiques en commun, n'ont ni la même forme, ni la même implantation sociale, ni les mêmes objectifs. Le flou serait-il volontaire ? Poursuivons. La « fascisation » aurait deux vecteurs principaux, « *le durcissement autoritaire de l'État et la montée du racisme* »²¹. Le durcissement autoritaire serait visible dans le renforcement de « *l'autonomie* » de la police. La montée du racisme serait visible notamment dans la justification par l'extrême droite de la « *licence donnée aux forces de police dans les quartiers d'immigration et contre les migrants, l'accroissement de la répression des mouvements sociaux* »²². Inutile d'aller plus loin dans les élucubrations de ce sociologue, on a ici un condensé de l'escroquerie du concept de « fascisation ».

18 Ugo Palheta, *Comment le fascisme gagne la France ?*, *Op.cit.*, p. 12

19 Ugo Palheta, « Fascisme. Fascisation. Antifascisme. », *Op. cit.*, thèse 15. Et dans l'entretien « Fascisation et stratégie. Entretien avec Ugo Palheta » publié d'abord en français dans *L'Anticapitaliste*, la revue du NPA-L'Anticapitaliste, puis sur *Contretemps* en février 2026 : « *La troisième, c'est la disponibilité d'une base sociale de masse – ce qui ne veut pas dire majoritaire – pour cette extrême droite, qui n'est pas prête à ce stade – du moins le plus souvent – à s'enrôler dans ces structures paramilitaires que nous associons spontanément au fascisme (SA, squadristi, etc.), mais inclinée à appuyer, plus ou moins activement, un pouvoir néofasciste et un processus de fascisation de l'État* ». Ugo Palheta, *Fascisme et stratégie. Entretien avec Ugo Palheta. Contretemps*, publié le 22 janvier 2026

20 Ugo Palheta, *Comment le fascisme gagne la France ?*, La Découverte, 2025, p. 12.

21 Ugo Palheta, « Fascisme. Fascisation. Antifascisme. », *Op. cit.*, thèse 17.

22 *Ibid.*

L'analyse en terme de « fascisation » confond dans son concept - Ugo Palheta le dit explicitement - des évolutions internes dans les institutions de l'État démocratique (comme la police) et les logiques générales qui fondent leur action avec les discours et pratiques politiques de l'extrême droite institutionnelle ou groupusculaire. C'est en fait intenable. Si la « fascisation » désignait le processus de propagation culturelle d'idées réactionnaires menant à des pratiques fafs, une sorte de « fascisation » des esprits (dans la visée d'une analyse de la guerre culturelle gramsciste dont raffolent les soc-dems, y compris Palheta), on pourrait peut-être se demander si cela a bel et bien cours aujourd'hui, jusqu'à quel point, discuter aussi l'usage même du terme pour désigner ce processus etc. (on arriverait sûrement à beaucoup de critiques). Mais le concept de « fascisation » développé par Palheta superpose ou fusionne la plupart du temps le durcissement, ou souvent même la simple continuation, de logiques sécuritaires ou gestionnaires inhérentes à la démocratie, avec leurs fluctuations causées par l'économie capitaliste, la vivacité des mouvements sociaux et des rapports de forces qui lui sont liés, avec ce qui serait un pas de plus toujours décisif vers une « *société fasciste* »²³. Dans la table ronde « Comment reconnaître la fascisation au 21^{ème} siècle » sur Mediapart datant de janvier 2022, Ludivine Bantigny (qui a écrit le livre *Face à la menace fasciste* avec Palheta) cite plusieurs exemples de ce qui caractériserait cette « fascisation » selon elle dont entre autres : les lacérations des tentes des migrants par les flics et en général la gestion des frontières ou l'inexistence des « *mots de compassion de la part du pouvoir* » à l'égard des réprimés et mutilés lors du mouvement des Gilets Jaunes. Les discutants de la table ronde de Mediapart ont-ils déjà vu une démocratie qui ne reconduisait pas les sans-papiers aux frontières ? Qui ne se dotait pas de structures pour les contrôler et les enfermer ? Ont-ils déjà vu un État qui s'émouvait d'envoyer sa police tabasser et enfermer (en toute légalité puisqu'elle détient le monopole de la violence légitime) par milliers ceux qui luttent concrètement et radicalement contre son pouvoir ? Dans cette séquence, Bantigny ne fait qu'énumérer des choses qui, si elles sont toujours insupportables, n'en sont pas moins des données banales et banalisées de notre système démocratique, et qui, de plus, sont à l'œuvre depuis des décennies, bien avant que l'on nous rebatte les oreilles avec la notion de « fascisation ». Palheta nous parle d'une « autonomisation de la police » (dont le comportement se fasciserait actuellement mais pas tellement par la présence de militants fascistes en son sein) qui « *s'émancipe de plus en plus du pouvoir politique et du droit, c'est-à-dire de toute forme de contrôle externe (sans même parler d'un*

23 D'ailleurs Palheta, dans l'entretien « Fascisation et stratégie. Entretien avec Ugo Palheta » imagine lui-même la continuation d'une démocratie probablement plus autoritaire et non pas l'avènement véritable du fascisme : « *Le plus probable, c'est donc qu'une coalition de forces sous domination RN s'engagera à la fois dans un approfondissement des contre-réformes néolibérales, notamment pour asseoir son alliance avec le patronat, et dans le même temps accélérera l'offensive autoritaire pour faire face à une contestation sociale et à une gauche radicale vivaces.* » In *Contretemps*, Op.cit.



introuvable contrôle populaire) »²⁴. À la lecture de ces lignes, il est inévitable de se poser la question : Ugo Palheta a-t-il découvert la police avant-hier, le même jour où Ludivine Bantigny a découvert Frontex ? De quelle autonomie de la police parle Palheta ? Parle-t-il en vérité des actions quotidiennes de la police qui surveille, contrôle, harcèle et pourchasse dans l'espace public et notamment dans les quartiers pour réprimer les auteurs de troubles ? Parle-t-il des actions plus spectaculaires de la police dans les manifestations comme à Sainte-Soline où elle a lancé des grenades lacrymogènes ou de désencerclement sur Serge et les autres, où, au regard des vidéos, elle était venue pour réprimer sévèrement et terroriser tout un mouvement social (sans doute était-ce même une logique impulsée du commandement) ? Des expulsions et des chasses aux sans-papiers dans les rues des métropoles ou de Calais ? Des balles tirées suite à des refus d'obtempérer qui provoquent blessures ou morts ? Ces sociologues sortent-ils à peine de l'œuf pour ne pas reconnaître un des multiples durcissements ou assouplissements des politiques sécuritaires auquel ils ont déjà assurément assisté, comme toutes les personnes de leur âge ? Dans tous ces exemples, la police n'a en rien dérogé à la mission républicaine qui est la sienne. Elle est protégée par la loi, par sa hiérarchie, par son monopole de la violence légitime. C'est littéralement la mission que lui confère l'État démocratique, qui s'accommode tout à fait de la part d'autonomie relative que la police s'arroge en accomplissant cette mission, que l'État dose par des consignes et circulaires. L'association de cette autonomie relative de la police et de ses agents vis-à-vis du droit à un mouvement de « fascisation » relève d'un fétichisme forcené du droit, car cela revient à penser que la loi devrait régler entièrement le comportement des agents de l'État et que tout manquement à la règle relève d'autre chose qui ne serait pas précisément l'État démocratique. C'est la victoire de l'idéologie démocrate, car par ce détour théorique, la démocratie n'est plus responsable de sa police mais devient plutôt menacée par une « fascisation » sous-jacente. Tout cela pour sauver l'horizon illusoire d'une démocratie juste encore possible. C'est le pouvoir politique et le droit qui permettent à la police la grande majorité de ce que font ses agents (contrairement à ce que dit Palheta quand il pense que la police s'émancipe du pouvoir politique et du droit²⁵). Palheta ou Bantigny connaissent pourtant sûrement le massacre du 17 octobre 1961, le meurtre de Malik Oussekine, les morts de mai 68 tombés sous les coups ou les balles de la police ou l'expulsion de l'église Saint-Bernard par les CRS. Ça ne date pas d'hier. La police était-elle déjà « fascisée » alors ? Palheta indique aussi que « *le ministre de l'Intérieur n'a plus tendanciellement pour fonction de diriger (et de contrôler) la police mais de défendre celle-ci coûte que coûte, d'en accroître les moyens, etc.* »²⁶. Inepties encore une fois : Pasqua avait-il fait quelque chose d'autre que défendre la police dans les jours suivants

24 Ugo Palheta, « Fascisme. Fascisation. Antifascisme. », *Op. cit.*, thèse 18.

25 *Ibid.* thèse 18.

26 *Ibid.* thèse 17.

le meurtre de Malik Oussebine ? Sarkozy avait-il fait autre chose que de tenter de jeter l'opprobre sur Zayed et Bouna pour justifier l'action policière ayant conduit à leur mort en 2005 ? Et surtout, Ugo Palheta a-t-il déjà vu dans l'histoire un ministre de l'Intérieur, le « premier flic de France », dont le but n'était pas de « *de défendre [la police] coûte que coûte, d'en accroître les moyens, etc* »²⁷. Nous, non. Car nous savons que cela est son rôle, que cela n'a rien de fasciste, ni de « fascisant », car le but de la police républicaine, tout en sauvant la veuve et l'orphelin et en protégeant leur propriété privée, est de maintenir l'ordre public, pour ne pas déranger le calme suffoquant de l'exploitation quotidienne. Il nous semble que finalement, le discours de Palheta et de ses acolytes sur la « fascisation » est conforme à leur idéologie social-démocrate et progressiste. Ils pensent que la police qui contrôle, tabasse et réprime est « fascisante » car elle ne correspond pas à leur idéal d'une police démocratique : celle qui serait soumise à un « contrôle populaire » qui n'existe pas aujourd'hui²⁸, qu'il faudra construire, sûrement grâce à LFI ou le prochain parti qui le remplacera dans la dite « gauche de rupture »²⁹. La police qui, dans leurs cerveaux d'universitaires légalistes à la con, défendrait peut-être les travailleurs des coopératives d'exploitation autogérée des menaces des méchants néolibéraux, ou pire, des voleurs improductifs qui ne voudraient toujours pas bosser et s'insérer dans leur utopique « République de la justice et du travail » ou leur « gouvernement d'unité populaire »³⁰ ? Bien entendu, car tout le fond de son argumentaire ne peut indiquer autre chose, Ugo Palheta est un partisan (faussement critique) de l'électoratisme et de l'unité de la gauche³¹.

27 *Ibid.* thèse 17.

28 *Ibid.* thèse 18.

29 Cela n'est pas sans rappeler l'enthousiasme du PCF pour la création des CRS, dont beaucoup de membres étaient issus des milices patriotiques de la Résistance. Le PCF appelait ses militants à rejoindre les CRS fraîchement formés, sans doute pour tisser des liens au cœur de l'appareil d'État et œuvrer à la constitution d'une vraie « police populaire ».

30 Dans un récent entretien datant de novembre 2025 publié sur le site de *Contretemps*, Palheta prône l'établissement d'un « *gouvernement d'unité populaire* » et enjoint à mobiliser les méthodes de manifestations dans la rue et les « *moyens électoraux-institutionnels* ».

31 Toujours dans cet entretien : « *il est impératif de ne pas opposer d'un côté les moyens électoraux-institutionnels, qui incluent des batailles judiciaires évidemment et tous les points d'appui que l'on peut trouver dans le cadre du droit existant et des institutions démocratiques-bourgeoises [...] et de l'autre les méthodes propres aux classes exploitées et opprimées, au mouvement ouvrier : grèves, occupations, manifestations de rue, blocages. C'est la combinaison de ces armes qui, seule, peut permettre d'obtenir des victoires démocratiques, de faire reculer l'ennemi fasciste et d'enrayer le processus de fascisation.* » puis « *Dans ce cadre, les forces anticapitalistes et la gauche révolutionnaire peuvent intervenir pour entraîner, mobiliser et clarifier, mais cela ne peut s'opérer que dans l'action unitaire de masse : ni sur le seul terrain électoral et parlementaire (même si celui-ci ne doit pas être laissé aux forces bourgeoises), ni en extériorité dans une posture prétendument avant-gardiste et omnisciente de donneurs de leçons* ».



Chercher la « fascisation » là où ne sont pas les fascistes nécessite une montée en abstraction qui semble surtout avoir pour effet une certaine inflation conceptuelle qui dilue la compréhension du fascisme. Déjà, en 1977, Michel Foucault s'en prenait au discours du tout-fascisme, ou du fascisme-déjà-là : « *Toute analyse qui consiste à vouloir produire un effet politique ressuscitant de vieux spectres est vouée à l'échec. C'est parce qu'on n'est pas capable d'analyser une chose qu'on cherche à ressusciter le spectre d'un retour [...]* Il faut d'ailleurs faire confiance à la conscience politique des gens. Quand tu leur dis : 'Vous êtes dans un État fasciste, et vous ne le savez pas', les gens savent qu'on leur ment ». Il reproche aux amalgames trop rapides de masquer les spécificités de chaque situation, et dans notre cas d'empêcher la critique de la démocratie, qui partage un ensemble de points communs avec d'autres modes de gestion étatique, comme le contrôle des frontières, le maintien de l'ordre, et tout ce qu'ils impliquent, mais aussi des caractéristiques propres : l'arnaque de l'intégration, la dilution et la diffusion du pouvoir, le citoyennisme, la paix sociale... Une grande partie de la critique révolutionnaire passe aux oubliettes lorsque tout est signe de fascisme. Pour Foucault, si mouvement de « fascisation » il y a, il s'agirait alors de l'attaque d'un groupe, le plus souvent un parti, à l'État démocratique afin de le disloquer et de le soumettre à une idéologie. Bref, la « fascisation » est donc bel et bien l'effet de l'action des fascistes eux-mêmes.

Nous le savons depuis un bout de temps maintenant : une bonne partie du milieu qu'on pourrait désigner comme « radical » avec toute la latitude que ce terme confère, puise hélas une partie de son discours et de son analyse dans l'université. La réflexion sur la « fascisation » ne fait pas exception, elle fait même plutôt office d'exemple dans ce domaine. On voit donc une contagion du discours sur la « fascisation » de Palheta & co chez les militants, notamment antifascistes (logique, s'ils ne le faisaient pas, ils devraient fermer boutique). Par exemple, dans un texte de juin 2025 de la SAMBA (Section Antifasciste Montreuil Bagnolet Alentours) intitulé « Municipalités de gauche et fascisation nationale »³², on lit que les mairies de gauche de Bagnolet ou de Montreuil seraient « *actrices de la fascisation* » en raison du fait qu'elles veulent garantir la sécurité à coups de comicos, de caméras, de signalements d'infractions et d'expulsions de squats, ou qu'elles remplacent petit à petit des espaces utilisés par les précaires et les marginaux par des formes gentrifiées. Encore une fois, on se demande ce que les militants antifascistes ont comme idée de la démocratie (et quel regard ils ont sur sa réalisation historique concrète et matérielle) pour penser que ces politiques-là seraient en rupture avec cette dernière ? En guise de courte réponse, on pourra faire remarquer ici que le problème de la sécurité est depuis longtemps une des problématiques de la gauche au pouvoir dans les municipalités ou dans les ministères, qu'elle soit du PS, de LFI ou du PCF.

32 SAMBA, « Municipalités de gauche et fascisation nationale », 14 juin 2025.

On se rappellera à cet égard de l'expulsion locative de travailleurs immigrés par le maire PCF de Vitry-sur-Seine en 1980 ou du discours de Robert Hue sur les trafiquants de drogue marocains, ou encore que le PS en a fait une priorité en 1997 lors de son gouvernement et s'excusera en 2002 de sa « naïveté » dans la lutte contre l'insécurité. Cela fait longtemps que, des socialistes aux communistes d'État, le thème de l'insécurité et de la lutte contre celle-ci est un thème d'opposition privilégiée face à la droite, tout ce beau petit monde d'obsessionnels de la pacification sociale voulant se prévaloir de l'efficacité de ses méthodes dans ce domaine pour mettre en avant sa légitimité à gouverner. Le déploiement de polices de proximité fait partie des priorités de nombreuses candidatures LFIstes aux prochaines élections municipales par exemple. Il n'y a donc pas l'ombre d'une « fascisation » ici mais plutôt cette bonne vieille logique du maintien de l'ordre en vue de l'attraction d'habitants et d'activités garantissant un « tissu économique » plus qualitatif c'est-à-dire la gentrification et ses effets d'exclusion des précaires et des marginaux.

Un dernier discours récurrent relatif à la « fascisation » qui se vautre dans une analyse tronquée du capitalisme et du fascisme : la fixette faite sur deux-trois grands capitalistes bien connus, franchement réactionnaires, comme Bolloré, Stérin, Musk ou Soros, sorte d'épouvantails servant à personnaliser le Capital, à détourner la critique de fond du système capitaliste et à laisser en paix les gentils patrons de gauche, petits ou gros. Ces quelques patrons-têtes-de-gondoles aux idées conservatrices unanimement détestés par les gauchistes sont présentés comme une oligarchie financière composée de grands méchants loups qu'il faut à tout prix viser, une vision qui contient en son sein un conspirationnisme toujours prêt à déborder vers l'antisémitisme (par le motif historique du juif financier cosmopolite ourdissant un complot mondial grâce au pouvoir de l'argent). Le fascisme d'ailleurs, comme rappelé plus haut, n'était pas qu'une force surplombante, une élite dans sa tour d'ivoire contrôlant le monde entier par des complots dans l'ombre, mais pouvait s'appuyer sur des forces réelles qui ont accompagné sa montée au pouvoir, cette dernière étant tout sauf cachée. N'en déplaise aux fétichistes du monde ouvrier, le fascisme a séduit à l'époque un bon nombre de prolétaires. Le fascisme était « d'en haut » et « d'en bas ». La critique de ces grands patrons réacs ne porte aucune remise en cause du mode de production capitaliste, des rapports sociaux que ce dernier engendre, ou des divers fétichismes sur lequel il repose (ce qui n'est certainement pas l'affaire de deux-trois individus, aussi puissants soient-ils). Elle n'est que critique populiste et appauvrie du Capital, dans la veine de l'opposition au « néolibéralisme financier » pour satisfaire le lecteur moyen de *Mediapart*.

Si nous ne souscrivons donc pas au discours qui voit de la « fascisation » dans les usuelles pratiques de l'État et des patrons, ce que nous remarquons en revanche à propos des idées réactionnaires, c'est qu'elles se popularisent aussi dans



des aires qui se prétendent loin de celles-ci. Ainsi, la gauche, notamment française, s'enfonce progressivement dans le populisme : LFI appelle à être la « Nouvelle France », surfant sur un glissement nationaliste répugnant qui rejoint au final celui de la droite au pouvoir et des fafs, Bouteldja et ses théories ont toujours droit de cité dans de nombreux endroits (ou alors elles sont globalement reprises par ses faux-critiques qui basent leurs analyses sur les mêmes prémisses). Des « petits blancs » font maintenant des émissions en « non-mixité de race blanche » (« sociale » la race, on vous promet !) et revendiquent la fierté d'être « blancs » (ce qui est exactement le thème de réunion des petits fafs identitaires de merde), la critique du religieux est combattue et souvent le retour à la religion est même encouragé (même par des athées qui apparemment fantasment sur la vie formidable des croyants) et l'antisémitisme de gauche s'est trouvé une nouvelle jeunesse... L'insécurité, autre grand thème de l'extrême droite, est un thème à la mode pour tous les partis, gauche y compris, tout le monde espérant capitaliser sur les « affects » des petits patriotards anxieux ou des honnêtes travailleurs soucieux de préserver leur pitoyable tranquillité pavillonnaire, pour récupérer leurs votes dans les urnes. S'il n'y a pas de « fascisation » au sens des sociaux-démocrates, on assiste en tout cas à une contagion dangereuse de certaines idées proches des délires réactionnaires à des espaces qui se vantent d'y être imperméables. À ce titre-là, si la « fascisation » est celle des esprits (ce qui est une partie du concept) et correspond à viser tout ce qui peut mener à la propagation des idéaux proches de près ou de loin à ceux des fascistes, on ne comprend pas bien pourquoi nos antifascistes de gauche ne luttent pas aussi contre tous celles et ceux qui portent le nationalisme dans leur cœur ou qui usent de la rhétorique conspirationniste anti-élites financières cosmopolites, nombreux dans leurs rangs.

En guise de résumé donc : le fascisme veut faire de la nation une communauté uniforme sous le pouvoir d'un seul ou de plusieurs hommes, modeler la conscience individuelle et collective selon une idéologie unique, rejetant toute liberté individuelle ou collective ou tout principe de séparation des pouvoirs, organisant une surveillance politique exacerbée et une répression féroce de toute expression de contestation. De manière réaliste, le parti d'extrême droite proche du pouvoir en France n'a actuellement ni le désir ni les possibilités matérielles immédiates de réaliser ce projet et le « coup de force » qui le lui permettrait, mais plutôt de prendre le pouvoir démocratiquement et de pousser davantage des logiques déjà bien présentes dans les conditions actuelles : nationalisme, autoritarisme, judiciarisme, tri migratoire dur. Si certaines pensées des fafs gagnent probablement du terrain dans la société depuis plusieurs années et les minables groupuscules folkloriques néo-nazis sortent sans aucun doute trop au soleil au lieu de rester dans leurs caves moisies à se palucher collectivement sur des casques à pointes, la lutte antifasciste apparaît en réalité aujourd'hui davantage comme une lutte contre les résurgences



nostalgiques du fascisme qui prennent diverses formes (institutionnelles comme l'extrême droite classique, culturelles ou folkloriques comme les groupuscules fafs) qu'une lutte contre le fascisme ou sa possibilité réelle à proprement dit. Malgré la propagation de ces discours nauséabonds, et n'en déplaise aux escrocs gauchistes qui veulent nous faire avaler des couleuvres, nous sommes bel et bien aujourd'hui en démocratie, dans le monde du travail, de la marchandise, de l'économie et de leur gestion. D'ailleurs, si nous étions déjà sous le fascisme, nous ne pourrions sans doute pas publier ces lignes. L'analyse du monde fondée sur le concept de « fascisation » et la tendance actuelle à qualifier tout et n'importe quoi de fasciste, s'ils sont critiquables en soit comme modèle de pensée erroné et inflationniste, ne peuvent surtout pas être séparés de leur objectif de fond : présenter la démocratie comme la seule alternative possible dans une dichotomie écrasant la perspective révolutionnaire antiautoritaire.

Mais alors à quoi sert tout ce tintouin ? Quand la démocratie et l'exploitation s'abritent sous le parapluie de l'épouvantail du fascisme

Pour la gauche, rien de nouveau sous le soleil : provoquer l'union sacrée autour de son programme de gestion raisonnée du Capital, en rabâchant comme un perroquet la menace d'un croque-mitaine censé convaincre même les plus récalcitrants de se plier à choisir le bulletin en leur faveur au moment fatidique. En réalité, on pourrait ici rappeler que fut une époque, le général De Gaulle était le plus connu des antifascistes et qu'à une autre, celle où Le Pen père était sous les *spotlights*, Jacques Chirac s'affichait en héraut de la lutte contre l'extrême droite lepéniste. Qu'importe, la gauche avec son sempiternel légalisme veut faire croire qu'elle est le dernier rempart contre l'arrivée au pouvoir des fascistes ou de l'extrême droite. Là encore, l'histoire peut nous donner nombre de cas pour illustrer la duperie contenue dans ces discours. Nous en prendrons quatre. En 1918-1919, la social-démocratie allemande sous la forme du SPD s'aide des *Freikorps*, composés en partie de militants d'extrême droite, pour écraser l'insurrection des spartakistes et des conseils ouvriers afin de ramener le calme dans le pays. Quelques années plus tard, Hitler et le NSDAP prendront le pouvoir. Dans les années 36-38 en Espagne, alors qu'une tentative de révolution sociale se produit, certains militants anarcho-syndicalistes de la CNT s'engagent dans le gouvernement républicain en tant que ministres, notamment pour officiellement « contrer la menace franquiste » en alliance avec les staliniens du PCE. En 1937, à Barcelone, une partie des dirigeants de la CNT épaula



les staliniens et les républicains, et appelle les combattants anarchistes récalcitrants à la participation gouvernementale à déposer les armes et reprendre le travail pour rétablir l'ordre. Le POUM³³, dont les dirigeants avait aussi très vite appelé à la reprise du travail aux côtés de la CNT, est ensuite aussi interdit et qualifié d'« hitléro-trotskiste » par les staliniens, et certains de ses militants seront torturés et assassinés par le NKVD. Les républicains-staliniens, bien aidés par les ministres cénétistes et les dirigeants du POUM, ayant écrasé les possibilités révolutionnaires libertaires, Franco et ses troupes étendirent leur pouvoir sur l'ensemble de l'Espagne en 1939 pour ne plus le lâcher pendant 30 ans. Dans les années 70, au Chili, le socialiste Salvador Allende est élu et prône une « *révolution par voies légales* ». La situation économique est désastreuse, mais Allende tente de gérer démocratiquement l'opposition conservatrice et nomme même Pinochet à la tête de l'armée, qui finira par faire un coup d'État et instaurer un régime sanguinaire. Comme tout le monde le sait, Hitler a aussi été élu chancelier démocratiquement en 1933 (tout en ayant, comme dit précédemment, un parti fort et des milices œuvrant sur le terrain). Comme l'histoire l'a montré, la validation des urnes ne protège en rien de l'arrivée des fascistes au pouvoir et peut même les y aider. Historiquement, les sociaux-démocrates ont donc, en plus d'avoir pour intérêt premier la sauvegarde du système d'exploitation et de l'État, bien souvent failli sur le point qu'ils mettaient en avant : empêcher une mutation vers la dictature.

La stratégie actuelle de la gauche qui mobilise l'épouvantail du fascisme n'a donc vraiment rien d'original. Surtout, outre sa capacité réelle ou non d'endiguer une prise de pouvoir fasciste, ce que la gauche veut passer sous silence, c'est la réalité de l'État démocratique et sa responsabilité dans cette dernière : les sans-papiers expulsés par avion, les centres de rétentions, les familles envoyées à la rue, les meurtres policiers, les tabassages en règle dans les cités, les rétorsions dans les taules, le flicage des marginaux, la mise au travail généralisée des improductifs, cette putain d'exploitation quotidienne qui s'intensifie et qu'ils nomment par ce doux mot d'« austérité ». Tout en faisant cela, elle se targue d'être la seule à pouvoir assumer une gestion « plus humaine », une gestion de gauche : pour une police de proximité, pour un capitalisme à visage humain, pour des CRA mieux équipés, pour davantage de places en prison pour pallier à la dite « surpopulation carcérale ». L'arnaque et l'indécence battent leur plein quand la gauche sort l'artillerie lourde avec son chantage misérabiliste : « Tu ne fais pas barrage dans les urnes car tu n'es pas concerné ! Tu penses aux sans-papiers si le RN passe ? ». Les sans-papiers dont la gauche ne s'occupe apparemment que 3 mois tous les 5 ans, juste avant les élections, et seulement pour faire son chantage paternaliste. La même gauche composée

33 Le POUM (Parti Ouvrier d'Unification Marxiste) était un parti qui a activement participé à la guerre d'Espagne contre le général Franco. Il a été fondé en 1935 à Barcelone de la fusion entre le parti trotskiste la Gauche communiste d'Espagne, et le Bloc ouvrier et paysan, deux organisations provenant de scissions du PCE stalinien.

de députés qui réclament plus de moyens pour les CRA ou la police aux frontières, et qui, comme la droite, estime que ceux qui ont le droit aux papiers sont ceux qui travaillent et se comportent en bons citoyens de la République. Indiquer que tel ou tel dispositif démocratique est « fasciste » ou « fascisant », que ce soit les CRA, l'exploitation ou les flics, est donc une manœuvre pour faire croire à qui le voudra (surtout les militants de gauche) que le projet de société que la gauche porte sera radicalement différent et qu'elle n'a rien à voir avec toutes ces institutions qu'elle conservera (et qu'elle prévoit clairement de conserver) en cas d'arrivée au pouvoir, dont une partie a été créée par elle-même dans le passé³⁴. Présenter la démocratie comme le seul horizon possible pour disputer les rênes du pouvoir, voilà l'objectif principal de l'idéologie antifasciste des progressistes.

L'extrême gauche française n'est pas en reste : les partis d'avant-garde et les syndicats maos ou trotskystes chantonnent le même refrain en boucle sur la « menace fasciste » mais leurs propositions sont tellement inconséquentes qu'elles révèlent le caractère pitoyable et démagogique du spectacle auquel elles se livrent par électoralisme ou par volonté de recrutement en mobilisant l'argument antifasciste. Révolution Permanente peut fournir un bon exemple, avec sa dernière trouvaille consistant à porter des candidats aux municipales pour conquérir des mairies pour « contrer la menace fasciste » qu'ils agitent constamment, car comme chacun sait, pour s'opposer aux fafs, le plus efficace est de devenir maire.

La gauche la plus molle et l'extrême gauche se tiennent aussi côte à côte pour condamner le « laxisme judiciaire » envers l'extrême droite et pour réclamer plus de moyens judiciaires contre les fafs. Ce judiciarisme témoigne une nouvelle fois de la solidité de leur confiance envers les institutions de l'État et ses pouvoirs, qu'ils aimeraient en réalité simplement mettre à leur service. Le passé nous a pourtant montré que quand l'État se dote de moyens supplémentaires pour réprimer une catégorie spécifique, il ne tarde pas à les généraliser et à les appliquer contre toute remise en cause de sa toute-puissance (c'est ce qu'il s'est passé par exemple en Italie dans les années 70 avec une contagion à la lutte contre la mafia des logiques judiciaires initialement entreprises dans la répression dans les prisons et les tribunaux contre l'Autonomie italienne³⁵) et, dans tous les cas, en dispose dans son arsenal

34 Pour aller plus loin sur la critique de la démocratie : Léon de Mattis, *Mort à la démocratie*, L'Altiplano, 2007 et *Démocratie Directe*, Les Fleurs Arctiques, 2019 et J. Baschet, C. Homs, L. de Mattis, O. Scalzone, *Misère de la politique*, 2017, Divergences.

35 Par exemple, le statut de « repent » (*pentito*), appelé dans le Code pénal italien « collaborateurs de justice » a été créé en 1978-1979 pour lutter contre le terrorisme des groupes de la gauche extra-parlementaire comme les Brigades Rouges et en vertu de la « défense de l'ordre démocratique ». Il a été étendu depuis le début des années 1990 aux « associations mafieuses » ou au narcotrafic et est utilisé principalement aujourd'hui dans la lutte contre la mafia. Il existe en Italie un aller-retour complexe des méthodes de répression utilisés contre les mafieux et les



législatif et judiciaire jusqu'à nouvel ordre. Tous les partis, associations ou groupes d'extrême gauche ou liés aux mouvements révolutionnaires dissous depuis les années 30 l'ont été en vertu de la loi du 10 janvier 1936 sur les groupes de combats et milices privées promulguée par le Front Populaire au pouvoir pour s'opposer aux ligues d'extrême droite suite aux émeutes de 1934³⁶. Pousser pour toujours plus de judiciarisme, c'est pousser pour le renforcement de l'État et in fine pour le maintien du *statu quo* et de la répression de tout mouvement contestataire qui sortirait des clous de la légalité. C'est donc donner les armes à l'État pour nous réprimer *nous aussi*, révolutionnaires³⁷. La République française incarne et applique d'ailleurs une forme d'antifascisme : sa justice condamne les groupuscules fafs pour des actions ou des discours et dissout ici et là des organisations fafs si elles sont un peu trop visibles dans le débat public (ce qu'elle fait aussi parfois avec les organisations ou collectifs d'extrême gauche). Enfin, on pourrait encore rappeler que les règles de la démocratie n'empêchent en rien en théorie des fascistes ou des nostalgiques du fascisme de se porter au pouvoir par les règles de cette même démocratie, c'est-à-dire par le vote et la décision sacralisée de la majorité, et que l'État de droit comporte toujours en son sein, en ses fondements (souvent la Constitution), la possibilité de devenir un état d'exception³⁸.

révolutionnaires. Ces dispositifs en vigueur en Italie étaient enviés depuis longtemps par d'autres pays comme la France, qui a promulguée le 13 juin 2025 la loi dite « narcotrafic » qui contient un élargissement du système des « repentis » : les personnes impliquées dans des crimes de sang (meurtre, homicide, assassinat) peuvent désormais bénéficier d'une réduction de peine en échange de leur coopération. Pour une analyse des logiques judiciaires de l'État italien contre l'Autonomie italienne, voir : O. Scalzone, P. Perschetti, *La Révolution et l'État*, Dagorno, 2000

36 C'est la même loi qui est aussi utilisée pour les groupes d'extrême droite, les groupes religieux intégristes, les groupes nationalistes violents, indépendantistes etc.

37 Palheta semble lui-même savoir que l'État démocratique dispose toujours dans son arsenal de moyens étendus pour lutter contre la contestation sociale, qu'il désigne en même temps comme « *mesures d'exception* » et comme « *répertoire ordinaire d'action de l'État* ». Si ce sont des dispositifs que l'État a toujours en sa disposition, et qui se sont imposés dans le répertoire ordinaire de la démocratie depuis longtemps, alors à quel moment sont-ils « *fascisants* » ? Cela n'est que possible dans la perspective d'un État « réellement démocratique » avec sa police « *réellement démocratique* », ses CRA « *réellement démocratique* » etc. Contrairement à ce que dit Palheta, ces dispositifs sont conformes à la démocratie. « *Il est important d'avoir par ailleurs en tête tout l'arsenal de mesures d'exception d'ores et déjà passées dans le droit commun – donc dans le répertoire ordinaire d'action de l'État (et notamment de la police) – au cours des dix dernières années, et qui sera immédiatement disponible pour une coalition dominée par le RN* ». Ugo Palheta, *Fascisme et stratégie*. Entretien avec Ugo Palheta. *Contretemps*, 22 janvier 2026.

38 En France, l'article 16 de la Constitution donne la capacité au président de la République de prendre des pouvoirs exceptionnels « *au mépris du principe de la séparation des pouvoirs* » si la situation l'exige c'est-à-dire en cas de « *menace grave et immédiate des institutions de la République* » ou d'« *interruption du fonctionnement régulier des pouvoirs publics constitutionnels* » c'est-à-dire des conditions qui seraient vite remplies par un climat d'insurrection sociale étendu ou un contexte de guerre par exemple.

En bref, on nous propose de « faire front », de nous ranger derrière ceux qui ont mené, mènent et mèneront les politiques de gestion de l'immigration, ceux qui se dissocieront et appelleront à la répression en cas d'émeutes ou d'actions offensives contre les fafs, les patrons ou l'État (comme durant les sabotages SNCF lors des JO par exemple ou à la mort de Q. Deranque), ceux qui enverront les contestataires en taule à la moindre remise en cause de leur pouvoir, ceux qui ne cessent de chercher à désarmer les luttes de l'intérieur en récupérant ou en pacifiant, ceux qui nous bassinent avec leur « bataille culturelle » qui n'a jamais servi à rien à part financer des partis et des médias qui nous rabâchent des banalités à la pelle (qui a attendu *StreetPress* ou *Blast* pour savoir que les fafs ont des idées de fafs, que les capitalistes exploitent et que la police tabasse ?). Lors du C9M en mai dernier, seules quelques centaines de personnes étaient présentes pour essayer de montrer une molle contestation face à l'annuel défilé de néo-nazis dans la capitale, alors que l'événement est connu et les initiatives de contre-manifestation étaient annoncées depuis des mois dans les médias « engagés » de gauche. Si le fascisme est à nos portes, si l'antifascisme doit être la priorité absolue, où était ce jour-là la myriade de partis, de syndicats, d'associations, de médias, de militants gauchistes qui crient à J-2 avant le fascisme ? Avaient-ils autre chose à faire, comme préparer les prochains visuels sur la « montée de la fascisation » par exemple ? Ou peut-être plutôt la prochaine séance de l'Assemblée Nationale sur le vote du budget (puisque l'on a maintenant un antifasciste officiel dans l'hémicycle !) ? En réalité, un bon nombre d'antifas étaient en train de tenir stands, tables rondes et buvettes d'un « Village antifasciste » sur la place du Panthéon, à quelques kilomètres de la manifestation néo-nazie, comme tous les ans, comme un symbole de la dissonance (et de l'arnaque grotesque !) entre discours alarmistes et action politique réelle.

La récente affaire de la mort de Q. Deranque, militant d'extrême droite appartenant aux milieux identitaires, néofascistes, catholiques intégristes et également cofondateur du groupuscule identitaire Les Allobroges de Bourgoin-Jallieu, a illustré à quel point l'antifascisme et ses conséquences ne sont pour la gauche que discours d'apparat et vernis. A l'opposé des risibles et ostentatoires vidéos de clapping « *Siamo tutti antifascisti* » dans les meetings, La France Insoumise, parti mobilisant allégrement le discours antifasciste (notamment par la référence aux résistants français), s'est dissociée aussi vite qu'elle a pu des actions liées à la mort de Q. Deranque, condamnant toute violence physique et expliquant même, par la voix de Jean-Luc Mélenchon que les présumés assaillants s'étaient « déshonorés », jetant par-là sous le bus de la répression les accusés dans cette affaire, proches de LFI et de la Jeune Garde. Elle s'est aussi empressée de définir son antifascisme, une lutte « contre les idées » seulement, et de pointer du doigt « l'inaction de la police face aux groupes fascistes », appelant comme de coutume à un perfectionnement de



la répression de l'État. L'antifascisme, pour LFI, n'est qu'instrumentalisation. Son discours sur le sujet ne sert qu'à avoir un pied dans les milieux militants plus ou moins radicaux et à recruter. Devant toute conséquence d'un antifascisme concret, et par respect invétéré du légalisme démocrate et de la non-violence, elle n'hésitera jamais à se dissocier et à donner en pâture les quelques individus ayant plus de sérieux devant des néonazis que ses députés juste bons à faire les pitres devant les micros et les caméras.

La social-démocratie (qu'elle soit de gauche ou d'extrême gauche), comme la droite républicaine d'ailleurs, a besoin de faire exister la menace fasciste quitte à grossièrement l'exagérer, pour opérer son chantage permanent. Sans ce dernier, comment ferait-elle pour pousser dans les bureaux de vote tous ceux qu'elle saoule avec son « projet de société », désabusés par des décennies de gestion de l'État-providence rimant avec mise au travail, flicage et misère ?

D'aucuns invitent également à se ranger derrière la défense d'autres idéologies putrides contre le fascisme en glorifiant les régimes staliniens ou maoïstes ou leurs actuelles continuations. Des régimes qui partagent finalement bien plus avec leurs prétendus ennemis : le capitalisme d'État, la surveillance, le système concentrationnaire, la propagande pour cimenter l'esprit de caserne et l'écrasement de toute subjectivité. Ces risibles folkloristes ne méritent pas tellement d'attention ici mais sont malheureusement de plus en plus nombreux, ce qui fait s'interroger sur la transmission (ou plutôt sur son absence) à l'œuvre ces dernières décennies dans les milieux militants pour que de jeunes activistes se réclament maintenant de tortionnaires pro-travail forcé et pro-terreur. Un antifascisme conséquent se doit de combattre également ces bouffons nostalgiques du totalitarisme.

Quant aux aires à prétention subversive ou les aires qu'on pourrait encore qualifier de (vaguement) autonomes, il semblerait que la démagogie soit principalement à l'œuvre dans le processus qui les conduit à faire de l'antifascisme l'alpha et l'oméga des luttes. L'antifascisme est alors vu comme le terrain prioritaire de lutte sur lequel se mouvoir et intervenir et ce pour une seule raison : le présumé potentiel d'attractivité qu'il renferme. En effet, comme toute la gauche (parlementaire et extra-parlementaire) est sur le credo, que la critique sociale portée par tout un tas de dirigeants, universitaires et essayistes, s'axe sur le modèle porteur de confusion de l'anti-fascisation, le sujet est devenu tendance et attire le chaland (celui-ci est devenu un vrai business quand on voit à quel point les étals de librairie sont remplis de livres sur les manières de faire face à cette dite fascisation – à quand des livres titrés Street food et fascisation, Foot populaire et fascisation, Le Yoga contre la fascisation ?). On reste ici au final dans le modèle léniniste (que ce soit conscient



ou non) où on finit par prendre les gens (les masses ?) pour des moutons à éduquer. On commence par attirer les gens avec le panneau publicitaire de l'antifascisme dans les espaces « autonomes » et on espère les convertir à d'autres perspectives (les « nôtres »), tout en ne faisant pas grand-chose pour s'opposer aux discours réformistes qui iraient à l'encontre des perspectives communistes antiautoritaires, anarchistes et autonomes, toujours pour ne pas se « couper des masses », dans des réflexes tout droits sortis du maoïsme.

Cela revient au final à déformer la pensée qu'on défend dans le fond pour se conformer à ce qui attire le plus le client, en plus d'inviter gracieusement à se faire infiltrer et récupérer l'espace d'organisation ayant à la base un certain nombre de principes autonomes visant à garantir la possibilité de s'organiser sans être confrontés aux politiciens de gauche qu'on croise partout ailleurs. Une autre logique semble également présente (partagée d'ailleurs par la gauche social-démocrate et l'extrême gauche) : pour contrer la désertion actuelle des espaces de luttes, on force le sensationnalisme et on accole « fascisme » et « fasciste » partout pour espérer une réaction panique face à l'urgence, au risque d'un relativisme aussi aberrant que dangereux. Par cela, on fait d'une pierre deux mauvais coups : on dilue ce qu'est le fascisme (si tout et n'importe quoi devient fascisme, alors on perd de vue ce qu'il est, ce qu'il a été, ce qu'il peut être) et on protège la démocratie en empêchant sa critique et celle de ses spécificités. Et force est de constater que l'effet escompté n'est pas tellement au rendez-vous : il n'y a pas eu une invasion massive des rues ou une multiplication de pratiques offensives depuis que l'analyse en termes de « fascisation » est à la mode, loin s'en faut. Au contraire, on pourrait même se demander si l'essor de l'idée de « fascisation » n'est pas le signe de l'impuissance actuelle de l'antifascisme, qui va chercher du fascisme là où il n'y en a pas.

Ces pratiques d'organisation démagogiques vont à l'encontre de l'autonomie et de l'auto-organisation que les antiautoritaires défendent mais en plus, elles permettent une confusion pernicieuse à l'intérieur même des espaces autonomes. En effet, les discours apparents ont leur importance et ont tendance à s'autonomiser des intentions (hypocrites) de leurs auteurs : à force d'axer ses discours et ses pratiques d'intervention sur l'antifascisme seulement, on finit par voir la lutte sous ce prisme et à reproduire les mêmes conneries théoriques que les réformistes. A force de calquer son discours sur celui des gauchistes, on finit souvent par en être. A force de conjurer l'affirmation de la perspective révolutionnaire antiautoritaire, on finit par la faire disparaître.



De l'antiautoritarisme révolutionnaire contre l'antifascisme comme impasse démocrate

Nous ne sommes pas partisans d'une analyse économiciste et réductionniste invariante qui verrait dans le fascisme une simple et anodine reconfiguration du Capital (si le fascisme provoque une reconfiguration du Capital cette dernière n'est pas anodine). Le fascisme est avant tout une reconfiguration de l'État, qui s'appuie notamment sur la centralité de l'économie de guerre. Nous ne voyons pas non plus dans les idéaux fafs un danger d'un passé forcément et pour toujours révolu. Les desseins des fafs sont évidemment mortifères et dangereux, et peuvent se reconfigurer dans d'autres formes que celles des fascismes du siècle dernier. Et nous sommes bien au courant de la progression des politiciens d'extrême droite et de la popularisation de leurs idées dans de nombreux pays, en France y compris, alors qu'une partie des États du vieux monde est maintenant officiellement gouvernée par des partis d'extrême droite qui peuvent être qualifiés certainement de conservateurs autoritaires, ultra-nationalistes, réactionnaires (Russie, Hongrie, Chili, Inde, Italie, Israël...). Comme tous ceux qui tiennent à la liberté et à l'émancipation, nous sommes déterminés à lutter pour empêcher coûte que coûte l'imposition de leurs projets.

Mais nous sommes également persuadés que les totalitarismes du siècle dernier et les formes contemporaines de l'extrême droite, qu'elles soient au pouvoir ou non actuellement, ne sont pas la même chose et que le sérieux que nous avons à leur opposer mérite qu'on les voit comme elles sont, différentes, et non sous une lorgnette sensationnaliste. Nous sommes également persuadés que les idéaux réactionnaires en général ne sortent pas de nul part. Si les fascismes ont pu encore constituer des ruptures importantes par rapport au cours normalisé du Capital (par exemple, le nazisme et l'extermination méthodique et industrielle des juifs, des tziganes, homosexuels et autres « impurs » à la race aryenne pendant la Seconde Guerre Mondiale en est une, qui ne s'explique pas seulement par des déterminations économiques comme les bordiguistes l'ont proclamé), ils ont pris racine dans le monde du Capital et de l'État. Les régimes fascistes utilisent les pouvoirs et les institutions que l'État a instaurés, participent à modifier dans un sens ou un autre les rapports sociaux qu'il a établis, recrée ou en accentue les séparations qu'il a édifiés. L'État fasciste récupère l'appareil répressif mis en place par l'État démocratique avant lui (et *vice versa*), ce qui facilite grandement sa tâche. Le régime de Vichy avait par exemple utilisé des camps d'internements créés par la Troisième République dans le but d'emprisonner les réfugiés de la guerre civile espagnole et tout « *individu considéré dangereux pour la défense nationale* » pour en faire des camps de concentration ou de transits où Juifs, Tziganes ou opposants politiques furent



placés en attente de déportation. Vichy a aussi profité de la catégorie administrative des « Nomades » créée en 1912 par la Troisième République qui regroupait les roms, manouches, gitans, sintis, yéniches, voyageurs, et qui les soumettait à des procédures d'identification et de contrôle administratif (carnet d'identité anthropométrique individuel et collectif, récépissé à présenter lors des contrôles)³⁹. L'existence préalable de cette catégorie républicaine a grandement facilité le recensement et l'internement de ces populations pendant la Seconde Guerre Mondiale. Jusqu'en 2017, il existait encore un statut spécifique « Gens du voyage », supprimé cette année-là. Mais des législations particulières ayant pour but de contrôler les déplacements et le nomadisme des « gens du voyage » existent toujours (l'État ne saurait perdurer sans s'assurer de savoir où habitent ses administrés et quand)⁴⁰. Le « fichier S », ancêtre de la fiche S actuelle émise par la DGSI française, et aujourd'hui contenue dans le FPR (Fichier des Personnes Recherchées), a par exemple été créé sous Vichy en 1942. Tous les dispositifs de fichage, de contrôle, de surveillance sont inhérents et indispensables à l'État, pour assurer sa continuité, quel que soit le régime au pouvoir. Les dictatures les récupèrent, les optimisent ou les orientent vers des desseins encore plus funestes, comme le font inversement les démocraties avec les dispositifs créés sous le fascisme. Bien sûr, le fascisme, *a contrario* de l'idéologie anticapitaliste tronquée et antisystème qu'il peut promouvoir, continue, garantit et organise l'exploitation capitaliste, l'écrasement des exploités et n'importe quel embryon de contestation de leur part.

Le fascisme n'est donc pas un contre-modèle qui serait en tout point à l'opposé de la démocratie libérale mais un mode de gestion du capitalisme et de l'État, comme l'est la démocratie, mais un mode plus répressif, plus violent, plus spectaculaire. Les divisions sur des critères nationaux, de genre, d'origines, de communautés, de « races » inventées, si elles prennent une autre signification ou réalité et sont poussées au paroxysme dans les régimes fascistes, ne sont en rien étrangères au capitalisme démocratique, la concurrence généralisée qui y est installée et les fragmentations diverses qui y ont cours. La haine de l'étranger, le rejet de l'altérité, la marginalisation des anormaux, l'exclusion des déviants, sont déjà monnaie courante et quotidienne dans la société capitaliste. Ainsi, et contrairement à ce que les démocrates antifascistes de tous poils voudraient nous faire croire, beaucoup d'idéaux ou pratiques estampillés « fascistes » ou d'extrême droite n'ont pas *rien à voir* avec le cours régulier du monde du Capital et de l'État : c'est ce monde qui permet leur existence. La lutte contre les fachos ne peut alors s'envisager qu'égale-

39 Loi du 16 juillet 1912 sur l'exercice des professions ambulantes et la réglementation de la circulation des nomades.

40 En 2025, plusieurs propositions de loi et circulaires du Ministère de l'Intérieur ont été déposées afin de faciliter les évacuations forcées et punir les installations illégales des « gens du voyage ».



ment comme lutte contre le monde dans lequel leurs idéaux prennent leurs racines, celui du Capital et de l'État, qui est lui totalisant au sens où il englobe la totalité des rapports sociaux sous son joug, et qui a de fait tous les moyens de la coercition autoritaire. Reste à comprendre par où et comment lutter contre.

Laissons de côté l'antifascisme parlementaire et l'extra-parlementaire (même les plus musclés) dont l'action se sépare en deux branches, l'action de rue et la participation à la « bataille culturelle » (qui est toujours un flanc soutien de la gauche et de la démocratie, ou alors de projets autoritaires staliniens) et intéressons-nous à l'antifascisme révolutionnaire et/ou partant des aires autonomes ou post-autonomes. Nous y décelons deux tendances ou positions principales. La première consiste à penser que l'antifascisme conséquent ne peut être que révolutionnaire car le fascisme prend ses germes dans la société du Capital et de l'État et ses fondements (l'exploitation, l'exclusion, la division...). Ce discours fut porté notamment dans les années 80-90 par les groupes antifascistes radicaux et proches du mouvement libertaire traditionnel ou des aires autonomes, comme les SCALPs (Section Carrément Anti-LePen), la revue REFLEXes, puis SCALP-REFLEX et son réseau No Pasaran et le journal Apache première mouture. Les antifascistes devraient s'attaquer à tous les discours et pratiques des fafs à proprement parler et ceux qui les partagent (les skins, les néo-nazis, les médias fafs, les politiciens d'extrême droite) mais aussi à tous les discours qui, si ils ne manifestent pas directement d'appartenance idéologique à la pensée fasciste ou d'extrême droite, reflètent des discours excluants, sectaires et identitaire. Cette position, fortement influencée par la post-autonomie dans laquelle elle est née, voudrait que la lutte des antifascistes ne doit pas s'arrêter strictement aux fafs mais doit se donner aussi pour objectif de lutter contre le racisme, les idées et pratiques sécuritaires et xénophobes, et les mesures et instances de répression de l'État, au sens large donc les frontières, la police, la militarisation⁴¹. L'action de ces groupes passa aussi par tout un versant de soutien au « mouvement culturel alternatif », comme le mouvement punk, le rock alternatif et contestataire, par lesquels ils voulaient politiser les milieux antifas de l'époque, qui étaient plus focalisés sur les combats de rues et les couleurs de lacets. Ils ont également investi d'autres luttes depuis leur point de vue antifasciste, par exemple le mouvement des sans-papiers de 96 en participant à la création du Collectif des Papiers Pour Tous, puis dans le Collectif Anti-Expulsion à Paris, ou le Collectif contre toutes les prisons dans la fin des années 90. Une partie de leur position peut être retrouvée en fait dans l'analyse actuelle en termes de « fascisation », dans le fait d'étendre la critique « antifasciste » à des instances et des pratiques de l'État démocratique (même si,

41 Voir par exemple la rubrique de présentation « Qu'est-ce que Reflex ? » présente dans de nombreux numéros du journal *Reflexes* (numéros 32, 36, 41 par exemple) accessibles sur archive-sautonomie.org

contrairement aux universitaires d'aujourd'hui, la lutte se concevait, au départ du moins, davantage sur le terrain et dans la rue que dans les librairies). D'ailleurs, un terme de l'époque le rappelle un peu : « la lepénisation des esprits », et on peut retrouver dans les écrits de Palheta des idées semblables, où il déclare que la lutte contre la « fascisation » doit sortir de la « *monothématique* » de la lutte contre la seule extrême droite et s'étendre à la critique du « *néolibéralisme* », des discours anti-écologistes, antiféministes etc. pour garantir une société « *écosocialiste* »⁴². Le discours n'était pas uniforme dans ces groupes qui regroupaient souvent différentes sensibilités politiques (au départ, une bonne partie venaient des aires punks) et voulaient donner de l'écho à une multitude des luttes de l'époque, et on peut autant lire dans leurs journaux des écrits avec des perspectives antiautoritaires que des remises en cause du « système néolibéral » dans certains autres. Le débat y existait d'ailleurs sur la perspective antifasciste et ses potentielles limites, avec des questionnements dont certains n'ont pas rien à voir avec certaines réflexions exposées ici (par exemple, en 92, le journal Apache du groupe Apache, après 4 numéros, change de formule et annonce ne plus être lié au SCALP pour s'ouvrir au « *terrain de la lutte rupturiste* » « *contre le capitalisme, l'autoritarisme, le racisme, le sexisme, la société marchande, l'État* »⁴³). À l'époque, ce discours contenait aussi souvent l'idée que « *derrière le fascisme, se cache le Capital* ». Il faut vraiment s'être crevé les yeux pour penser que le Capital se cache. Que l'on soit en démocratie ou sous le fascisme, le Capital est très visible, dans l'exploitation quotidienne de la majorité des personnes sur cette planète. En France, des positions du même genre que celles exposées plus haut parfois se retrouver aujourd'hui dans les textes d'une partie du milieu antifasciste promouvant un antifascisme auto-organisé, comme dans ceux du SAMBA ou du MIRA, même si certains dans la réalité ne sont pas spécialement en conflictualité avec la gauche et ses syndicats contrairement à ce que leurs écrits prétendent⁴⁴. On retrouve aussi cette perspective d'extension de la lutte antifasciste à d'autres thèmes dans certains textes de groupes non-strictement antifas comme le GRC (Groupe Révolutionnaire Charlatan)⁴⁵ et aussi dans les textes émanant d'un certain nombre d'Assemblée Antifa autonomes (comme celles de Rennes, Nantes ou Paris). Dans le fond, cette analyse a le mérite de voir les limites d'une lutte antifasciste monomaniaque et des perméabilités existantes avec les autres courants

42 Ugo Palheta, « Fascisme. Fascisation. Antifascisme. », *Op. cit.*, thèses 21 et 22.

43 « Apache change ! », *Apache* n°1, mars 1992.

44 Le MIRA et la SAMBA étaient par exemple annoncés comme co-organisateurs (en compagnie de la CGT, Révolution Permanente, Tsedek !, la Jeune Garde ou l'Union Etudiante) des deux derniers Village antifascistes où étaient présents LFI, les Soulèvements de la Terre ou des intervenants du média raciste et homophobe Paroles d'Honneur, qui promeut la pensée d'H. Bouteldja.

45 Voir par exemple « Notre antifascisme » ou « Contre l'antifascisme d'État » sur le site du GRC.



de l'antifascisme (comme l'antifascisme institutionnel) si on ne rentre pas en conflit avec eux. Elle permet d'élargir les terrains de l'intervention pour sortir de l'affrontement groupusculaire avec les fafs et de promouvoir l'auto-organisation en dehors des instances de la gauche (en théorie, puisque dans certains cas ce discours n'est qu'une façade ne reflétant pas l'action réelle comme expliqué plus haut). Pourtant cette position semble limitée et surtout prendre la question dans le mauvais sens. Même dans sa version la plus radicale, elle indique que pour s'opposer de manière conséquente au fascisme qui prend racine dans la société de classes, il faut être révolutionnaire et rentrer en conflit avec le Capital et l'État. Pour être réellement antifasciste, ce qui constitue ainsi le but final dans l'articulation du discours, il faudrait être révolutionnaire. Cela revient à s'attaquer au tout à partir de la partie (et d'une partie très vite perméable avec les courants pro-démocrates ou qui peut au moins très vite se perdre dedans sans même s'en rendre compte). Nous pensons qu'il est préférable (et essentiel) d'attaquer le tout, ce qui inclut *forcément* la partie. Lutter et rentrer en conflit avec le Capital et l'État, ce qui inclut *forcément* le fascisme, un des modes de gestion du Capital et de l'État. Contre le fascisme *évidemment* car révolutionnaire et non pas révolutionnaire car antifasciste, en somme.

Redisons-le : la lutte contre le fascisme ou ses actuelles résurgences est une lutte nécessaire pour les révolutionnaires mais, alors que l'État renforce son autorité dans tous les sens, que le bellicisme augmente, que les nationalismes se radicalisent, que le tri social et migratoire se fait toujours plus dur et que les luttes tendent à s'intégrer au réformisme, se limiter à celui-ci est sûrement la chose la moins intéressante (au sens de « minimale ») de toutes celles que nous pourrions faire aujourd'hui et demain pour faire exister concrètement la révolte contre ce monde. Pour la blague nous pourrions dire : la lutte contre le fascisme c'est *le minimum (anti)syndical* !

La lutte contre les fafs devrait en réalité être *une partie seulement* de notre action, une partie à ne pas négliger, mais une partie seulement. Foutre le bordel devant un événement gerbant de Stérin ou *Frontières*, ou casser la gueule des quelques fafs qui pointent le bout de leur nez dehors, ce n'est évidemment pas de refus. C'est nécessaire pour montrer que leurs saloperies ne sont aucunement tolérées et pour matérialiser le dégoût que nous inspirent leurs fantasmes. Mais cela a-t-il changé la réalité sociale quotidienne de tous ceux qui sont exploités par les patrons, chassés par les flics, enfermés dans les taules, mis au ban par la loi des États ? Il nous faut surtout une perspective beaucoup plus globale, qui comprend en son sein évidemment la lutte contre le fascisme (et contre tout système totalitaire).

Historiquement, le rôle de l'antifascisme a été de faire combattre les exploités pour des intérêts qui ne sont pas les leurs, c'est-à-dire pour défendre l'ordre

bourgeois démocratique qui, si il est moins spectaculaire et moins violent que le fascisme, est souvent plus efficace dans la conservation de l'existant et la reproduction de la vie quotidienne. L'antifascisme peut donc s'avérer être une escroquerie interclassiste et démocrate, voulant substituer à la dialectique exploiteur-exploité structurant le monde capitaliste la dialectique fascisme-démocratie, qui sont deux modes de gestion différents du Capital et de l'État. Les réformistes, car ils savent se placer aux côtés de leurs ennemis en leur donnant l'illusion qu'ils luttent pour la même chose, sont les plus armés pour battre les révolutionnaires et vider de leur dynamisme les mouvements vers l'émancipation collective (et cela ne les empêche en rien de prendre les armes pour réprimer par le sang s'ils sont poussés dans leurs retranchements ou de déléguer la mission aux fascistes comme en Italie dans les années 70 dans le cadre de la « stratégie de la tension »). Par leurs réflexes pavloviens consistant à accuser tous les partis gouvernants ou voulant gouverner d'être « fascistes » ou « fascisants », sauf eux-mêmes évidemment, les sociaux-démocrates antifascistes substituent surtout à la critique de l'État et du Capital la dénonciation sensationnaliste de ceux qui le gèrent à un moment donné, et qu'ils veulent remplacer. La critique des limites de l'antifascisme est aussi nécessaire car si nous savons que l'État et le système capitaliste qu'il protège peuvent prendre des formes dictatoriales ou plus autoritaires, ce qui est déjà le cas dans nombre de pays, nous pouvons aussi imaginer qu'ils pourraient intégrer (partiellement, ce qui existe déjà, ou totalement) des revendications antifascistes, antiracistes, antisexistes etc. Le capitalisme sait très bien intégrer ce qui le critique (cela se voit bien dans le cinéma par exemple), il produit déjà quantité de marchandises, à coups de *goodies* ou d'assos, avec l'antifascisme, l'antiracisme, le féminisme, l'anti-police et même l'anticapitalisme.

Prendre l'antifascisme comme terrain de lutte prioritaire et presque exclusif, baser son analyse sur l'idéologie antifasciste, devient alors un cadeau donné à la social-démocratie, trop contente de pouvoir composer et récupérer avec tout ce qui ne s'attaque pas radicalement et concrètement aux fondements des divers systèmes de domination qu'elle cherche à être la prochaine à gérer. Contre toutes les errances démocrates antifascistes, contre ce racket du « moins mauvais des systèmes », il est nécessaire de réaffirmer que le problème de tous ceux qui luttent pour la révolution, une révolution qui mettrait à bas ce système d'asservissement et de souffrance généralisée qu'est le capitalisme et cette organisation de gestion et de contrôle qu'est l'État, se situe en amont du faux choix qu'on nous impose entre la démocratie ou la menace fasciste. Cette pitreuse alternative existe pour la seule raison qu'il y a un pouvoir à prendre, un État à conquérir, un système d'exploitation à gérer. La perspective révolutionnaire antiautoritaire s'oppose de facto au fascisme puisqu'elle vise à détruire tous les modes de gestion du Capital et de l'État, dont le fascisme.



Quelques réflexions et perspectives sur l'organisation

Après avoir dit cela, et pour traduire brièvement ces pensées dans des perspectives et dans des problématiques actuelles plus concrètes, il y a donc plusieurs pistes à envisager :

- Si la lutte contre le fascisme (ou plutôt de ses résurgences néofas), notamment en raison de la propagation actuelle des idéaux nostalgiques du fascisme et des actions groupusculaires, est comprise comme un terrain de lutte à part entière nécessaire actuellement, avec ses espaces d'organisation propre (type AG Antifa, qui sont courantes aujourd'hui) alors ces espaces de luttes contre les fafs se doivent de s'organiser et d'intervenir en dehors *et contre* les tenants d'un antifascisme démocratique qui fait la voiture-balai pour la social-démocratie (type Jeune Garde ou AFA-PB). Cela ne doit pas seulement être un mot d'ordre discursif ou un vœu pieu mais une réalité dans l'espace d'organisation et dans l'intervention, c'est-à-dire que lorsqu'il y a une action contre les fachos, il est nécessaire de signifier en même temps (ce qui peut correspondre à tout un tas d'initiatives) aux démocrates que nous ne sommes pas de leur côté mais contre eux, leurs pratiques (notamment de récupération) et leurs objectifs politiques. On pourrait même espérer que la manière d'intervenir et d'agir rende cette différence de perspective claire.

- Une deuxième piste serait de s'engager dans une réflexion sur les espaces d'organisation antifascistes à proprement parler, qui suit celle que nous avons esquissé plus haut sur les différentes manières d'envisager la lutte contre les fafs quand on lutte. En axant tout un espace d'organisation, comme une AG ou un collectif, sur la perspective antifasciste, on limite forcément les perspectives d'intervention et on vient très vite s'égarer dans une lutte circonscrite contre les groupes et événements des fafs qui ne s'attaque jamais au capitalisme et à l'État. Dans le même temps, si les espaces d'organisation estampillés « antifascistes » s'occupent de questions et de terrains qui n'ont pas directement traits à la lutte contre le fafs à proprement parler, alors le risque est de proposer *de facto* une analyse confuse qui rejoint les critiques tronquées du Capital et de l'État décrites plus haut. Pour illustrer ce propos, si une AG antifasciste se met à s'occuper de la question du contrôle policier ou des frontières, on risque de propager *malgré tout* l'idée que le contrôle policier ou que la gestion de l'immigration est l'apanage des fafs ou de l'extrême droite, alors même que ces deux derniers (et bien d'autres) ont cours dans l'actuel État démocratique et ont et auront toujours cours sous n'importe quelle démocratie. C'est dommageable et cela rentre dans une partie du discours de la gauche qui tente de faire croire que la police ou Frontex sont

des « milices fascistes » et non des purs produits de la gestion étatique des populations nationales ou étrangères pour écarter la critique de leur propre rôle dans le maintien de ces structures tout à fait démocratiques (et d'ailleurs comment ferait-on quand il y aura vraiment une milice, si on dit que la police en est déjà une ?) On peut tenter de diluer quelque peu le problème en argumentant que l'antifascisme révolutionnaire est différent de l'antifascisme démocrate car il s'attaque à ce qui fait germer les idéologies réactionnaires, c'est-à-dire le système capitaliste et l'État et leurs lots d'exclusions ou de segmentations et leurs idéologies rances (le patriotisme, le nationalisme, le masculinisme...) - la position décrite plus haut en somme - mais c'est encore une fois détourner les yeux du fait suivant : en dernière analyse, la lutte contre le fascisme ou ses avatars résiduels, est (et doit être) seulement un segment parcellaire de la lutte pour la révolution. Les frontières, la police, les prisons, la justice sont des institutions de l'État, y compris démocratique. Les diverses séparations et divisions (racisme, xénophobie, genre, transphobie...) ne sont en rien le domaine réservé du fascisme ou même des fafs et autres réactionnaires. Si nous voulons un jour retrouver de la conflictualité réelle avec le Capital, avec l'État et sa démocratie et non pas se contenter de se faire avaler par la gauche petit à petit, il faudra lutter contre eux directement et concrètement, en des termes clairs.

Cessons alors de tolérer les appels à l'unité, les barrages et les front communs, les faux-amis démocrates, les « alliances temporaires et stratégiques » et autres douilles vieilles comme la politique qui ne font qu'abdiquer la révolte au profit de la réforme.

Ainsi, si les espaces d'organisations « antifascistes » perdurent, ce qui peut être justifié aujourd'hui par un besoin immédiat ou ponctuel, ou demain de manière plus permanente si jamais, imaginons, les groupuscules fafs se mettaient à reprendre la rue de manière considérable, nous ne pouvons-nous contenter de l'existence de ces seuls espaces d'organisation, et il *doit* en exister d'autres pour lutter collectivement sur d'autres terrains qui permettent de porter la conflictualité contre ce qui perpétue l'exploitation capitaliste et le maintien de l'ordre (la lutte contre le contrôle social et policier, contre les frontières, contre le travail, contre le judiciarisme...), ou alors, il *doit* exister des espaces qui prennent cette question en compte mais également beaucoup d'autres.



Sortir des ornières, retrouver le parfum enivrant du conflit et de l'aventure

Comme beaucoup d'autres, nous remarquons qu'actuellement, le système capitaliste se raidit. La logique du profit tend à s'immiscer toujours plus dans nos vies et l'accentuation de la misère est déclarée. La mise au travail se rend toujours plus efficiente. Les États se barricadent face à l'étranger tout en promettant la guerre à leurs voisins. L'altérité est décrite systématiquement comme un danger à repousser, le chauvinisme et le nationalisme s'exacerbent et les discours et les pratiques encourageant la répression de tout ce qui peut constituer une menace à l'ordre établi se généralisent. La destruction du vivant s'étend toujours plus. Le rouleau compresseur capitaliste, avec ses usines, ses États, ses armées et ses prisons, promet de tous nous écraser.

Impossible désormais de s'illusionner sur l'idée qu'il s'effondrera de lui-même. Alors, pour lutter contre, pour aspirer à une transformation sociale radicale, pour voir enfin disparaître la société de classes, la normalité capitaliste et ses misères, nous ne pouvons à aucun moment compromettre notre désir d'autonomie et de révolution pour les promesses tièdes du « moins pire » ou d'un front interclassiste avec ceux que nous combattons (et qui veulent nous voir disparaître) qui ne nous promet que la continuation éternelle de l'exploitation et de l'État. Il nous faut renvoyer les gestionnaires et leurs escroqueries conceptuelles, comme la « fascisation », à l'université ou dans leurs partis (réels ou invisibles), là où ils seront bien au chaud pour continuer leur production surannée, avant-gardiste ou accélérationniste et mener leur minable « bataille culturelle ». Il nous faut nous organiser, retrouver notre autonomie, ne laisser aucune miette à la récupération ou l'intégration réformiste, pour sentir de nouveau le parfum de liberté qu'apportent les émeutes et les révoltes.

Car nous sommes pour la Révolution, la destruction du Capital et de l'État et tout ce qui les maintient (l'argent, le travail, la marchandise, la police, la justice, les divisions identitaires et communautaires, la religion, le contrôle, le pouvoir), nous n'avons pas qu'un ennemi, si répugnant soit-il, le fascisme, mais un nombre considérable d'ennemis. Combattons-les tous, *en même temps*. Nous n'avons pas d'autre désir, ni d'autre choix, pour voir enfin le soleil se lever.

MORT AU CAPITAL. MORT A L'ÉTAT. VIVE LA REVOLUTION.

Pour aller plus loin/pour compléter... :

- Non Fides, *L'anarchisme contre l'antifascisme*, 2009
- Aviv Etrebilal, *Repose en paix sociale... Quelques notes autour de la mort de Clément Méric*, Ravages Edition, 2015.
- Le petit peuple du cagibi, *Contre l'antifascisme, contre l'État*, 2005.
- Léo S. Ross, *A-narcolepsie*, texte publié sur le blog *abordages.net* en juillet 2024.
- Léon de Mattis, *Mort à la démocratie*, L'altiplano, 2007 et « Démocratie Directe » dans *Mort à la démocratie*, Les Fleurs Arctiques, 2019.
- « L'antifascisme c'est bien ... La révolution c'est (beaucoup) mieux », journal autonome *Contre*, n°5/6.
- Apache, « Un front antifasciste : pourquoi faire ? », journal *Apache*, n°3.



Pour aller moins loin... :

- Ugo Palheta, *Comment le fascisme gagne la France*, 2025
- Ugo Palheta, « Fascisme. Fascisation. Antifascisme. », publié le 28 septembre 2020.
- Ugo Palheta, « Fascisation et stratégie. Entretien avec Ugo Palheta », publié le 22 janvier 2026.
- SAMBA, *Municipalités de gauche et fascisation nationale*, 14 juin 2025.
- Les grands entretiens, « Comment reconnaître la « fascisation » au 21ème siècle », table ronde de *Mediapart* publié sur Youtube le 7 janvier 2022.
- « Limites de l'analogie avec les fascismes historiques », blog « Theorie Antifasciste ».





Mars 2026



Les frontières, la police, les prisons, la justice sont des institutions de l'État, y compris démocratique. Les diverses séparations et divisions (racisme, xénophobie, genre, transphobie...) ne sont en rien le domaine réservé du fascisme ou même des fafs et autres réactionnaires. Si nous voulons un jour retrouver de la conflictualité réelle avec le Capital, avec l'État et sa démocratie et non pas se contenter de se faire avaler par la gauche petit à petit, il faudra lutter contre eux directement et concrètement, en des termes clairs. Cessons alors de tolérer les appels à l'unité, les barrages et les front communs, les faux-amis démocrates, les « alliances temporaires et stratégiques » et autres douilles vieilles comme la politique qui ne font qu'abdiquer la révolte au profit de la réforme.



ravageeditions.noblogs.org

ravage-editions@riseup.net